





DIPLOMATIE

LE RÉEXAMEN DU TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION

La position des États-Unis sur la lutte contre la dissémination nucléaire s'est assouplie

Lundi 11 août s'ouvre, à Genève, la deuxième conférence de réexamen du traité de non-prolifération nucléaire (T.N.P.). Comme lors de la précédente conférence, organisée en 1975, les pays parties au traité — ils sont cent treize à ce jour — sont invités à faire le point sur l'application de ce texte, par lequel les pays qui ne disposent pas de l'arme nucléaire se sont engagés à ne rien faire pour l'acquiescer et à placer sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) l'ensemble de leurs installations nucléaires.

Selon la plupart des spécialistes, rien de spectaculaire ne devrait émerger de cette conférence, où l'on peut essentiellement s'attendre à voir, une fois de plus, les pays en voie de développement reprocher aux grandes puissances l'insuffisance de leurs efforts pour ralentir la course aux armements (la prolifération « verticale ») et accuser les pays industrialisés de maintenir, à leur égard, une politique discriminatoire — horizontale —, leur droit à l'accès à la technologie nucléaire, pourtant reconnu par le traité.

La nécessité de lutter contre la prolifération des armes nucléaires, qui fut un des thèmes majeurs de la campagne de M. Carter en 1976, n'apparaît plus guère dans les discours américains. M. Carter n'y a fait allusion que dans une de ses grandes interventions électorales, et son adversaire républicain ne fera certainement pas de surenchère dans ce domaine. L'humour du pays ne se prête pas à des développements « pacifistes », même si ceux-ci s'exercent aux dépens des autres (il s'agit toujours d'empêcher des tiers d'acquiescer l'arme nucléaire).

Il ne faut donc pas s'attendre, au cours de la conférence de Genève, à un quelconque accalmie de la part des États-Unis, qui furent pourtant, au milieu des années 60, les grands promoteurs du T.N.P., signé en 1968 et ratifié en 1970 par les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne (1).

La précédente conférence de réexamen du traité, en 1975, avait en lieu un an après l'explosion nucléaire indienne. Cette fois-ci, réalisée avec du plutonium produit grâce à un réacteur et à du combustible nucléaire fournis par le Canada, et à de l'eau lourde de provenance, semble-t-il, américaine, avait incité les États-Unis à imposer de strictes restrictions à leur politique d'exportation de technologie nucléaire. Les Américains s'employaient d'ailleurs à fixer de nouvelles règles du commerce nucléaire international. Cet effort, réalisé en collaboration avec les principaux pays exportateurs (dont l'Union soviétique, la France, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne), aboutit en 1977 aux directives de Londres, qui imposent aux pays s'engageant à contrôler sérieusement leurs exportations de matières « sensibles ».

Le T.N.P. demeure, selon le mot d'un haut responsable américain, « l'axe essentiel de la politique des États-Unis en matière de lutte contre la prolifération nucléaire ». Mais la défense de cette politique s'est faite, ces derniers mois, singulièrement moins véhémente. Répondant, le 30 juillet, à une question sur des ventes d'uranium très enrichi français à l'Irak, un porte-parole du département d'État reconnaissait que « l'affirmation publique des grands principes pouvait varier en intensité en fonction des circonstances, même s'il ajoutait que « le souci américain » d'éviter l'accès de nouveaux États à l'armement nucléaire « restait le même ». Alors que l'Irak protestait énergiquement contre les livraisons françaises à l'Irak, le département

Une dégradation du climat

Plusieurs pays « potentiellement dangereux » ne sont pas parties au T.N.P. : on peut citer, notamment, le Pakistan, l'Inde, l'Argentine, le Brésil, Israël, l'Afrique du Sud. L'objectif à long terme des États-Unis, et de beaucoup d'autres pays, serait bien sûr de les voir adhérer au traité. Mais les perspectives sont encore lointaines, et la conférence de Genève ne permettra, semble-t-il, guère de progrès.

Certes, le gouvernement américain persiste à arguer d'avoir, au moins partiellement, rallié certains pays dans son effort pour limiter les risques, en particulier sur les armes concernant les exportations. Mais il porte aussi la responsabilité d'une nette dégradation du climat des rela-

tions internationales dans le domaine nucléaire : le désir de M. Carter de voir ses principaux alliés s'accorder avec lui sur la nécessité de mettre « hors la loi » le retraitement des combustibles nucléaires (qui permet la séparation du plutonium) et la commercialisation des réacteurs surgénérateurs (qui utilisent ce plutonium) s'est heurté à une fin de non-recevoir, puis, mais ferme, de la part de pays comme la France, le Japon, l'Allemagne fédérale ou la Grande-Bretagne. A tel point que l'administration américaine a dû modifier sa position sur ce point, tandis que, dans leur programme, les républicains plaident ouvertement pour le retraitement.

Surprenant, la nouvelle législation américaine a conduit unilatéralement l'administration à demander la renégociation de contrats précédemment signés ; ce qui a provoqué un vif ressentiment chez les pays en développement ; ceux-ci, déjà inquiets des risques de formation d'un « cartel » des pays exportateurs dont témoignaient, selon eux, les directives de Londres, ont beau jeu de dénoncer ce qu'ils considèrent comme une violation flagrante des principes de libre accès à la technologie nucléaire contenus dans l'article IV du T.N.P. Ce point sera largement au centre des débats de Genève, où les pays en développement demanderont une nouvelle fois « un dialogue ouvert » pour aboutir, enfin, à des règles claires, et non discriminatoires, leur donnant l'assurance de contracter une coopération à long terme.

Mais la raison majeure du changement d'attitude des États-Unis, et de leur souplesse prévisible à l'égard de la technologie nucléaire, est, de toute évidence, la dégradation du climat international depuis la fin de 1979. M. Ralph Ertel, directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement, qui dirigera la délégation des États-Unis à Genève, s'en est expliqué sans ambages devant les sénateurs : « Nous présenterons [à Genève] un bilan positif de l'action américaine en faveur du contrôle des armes nucléaires, mais il est évident que nous mettrons l'accent sur notre engagement à progresser davantage, tout en reconnaissant que les tensions liées de l'expression soviétique en Afghanistan ont créé un climat qui rend ces efforts plus difficiles ».

DOMINIQUE DHOMBRES et XAVIER WEEGER.

Les livraisons d'uranium enrichi à l'Irak

LES ÉTATS-UNIS DEVRAIENT FAIRE PRESSION SUR LA FRANCE

écrit le « Washington Post »

Les États-Unis devraient faire pression sur le gouvernement français pour qu'il renonce à céder de l'uranium très enrichi à l'Irak, écrit le « Washington Post » dans un éditorial publié le 8 août. Les États-Unis fournissent les plus grandes parties de l'uranium très enrichi dont la France a besoin, souligne l'éditorialiste : « Depuis 1957, les États-Unis ont été livrés plus de 5 000 kilogrammes à la France (...). Mais c'est parce que les États-Unis couvrent la plupart des besoins de la France que celle-ci peut vendre 70 kilogrammes de ce qu'elle produit à l'Irak. Cela met certainement les États-Unis en position de force pour négocier avec la France pour qu'elle n'exporte que le combustible plus sûr, Caramel, qu'elle a mis au point ».

Le combustible Caramel est un combustible faiblement enrichi conçu par le Commissariat à l'énergie atomique pour remplacer l'uranium très enrichi (apte à la fabrication d'armes nucléaires) dans les réacteurs de recherche. Comme l'écrit le « Washington Post », la France « a apparemment laissé l'Irak retenir » que ce type de combustible prenne la place du combustible très enrichi originellement prévu.

Il n'est pas sûr, en revanche, qu'une menace d'embargo de la part des États-Unis sur les livraisons d'uranium très enrichi à la France puisse avoir l'effet que l'éditorialiste du « Washington Post » semble lui prêter : la raison essentielle de ces importations est économique, est unanime à dire les spécialistes, tant moins cher que celui que produit l'usine militaire de Marcoule. Les besoins du programme militaire français étant aujourd'hui sensiblement stabilisés, la capacité de Marcoule serait largement suffisante pour prendre le relais des livraisons américaines.

UN LIBRAIRE AUDACIEUX

Une librairie suisse installée dans les bâtiments de l'ONU à Genève a refusé de retirer de la vente un livre de politique-fiction, « Floberg ». Dans cet ouvrage, deux journalistes, Amaud de Borchgrave de Newsweek et Robert Moss de l'Economist, décrivent, à leur façon, les techniques de désinformation du K.G.B. et recherchent les espions-dormeurs, ces taupes chères à John Le Carré, notamment parmi les fonctionnaires de l'ONU.

L'ordre d'enlever l'ouvrage avait été donné par M. Luigi Cotafavi, un Italien, directeur général du siège européen des Nations unies. M. Cotafavi est cité dans ce livre à propos d'un cas d'un officier du K.G.B. (Comité soviétique de la sécurité d'État), M. Guéti Dnieproviski, chef du personnel du siège de l'ONU à Genève, dénoncé comme espion du K.G.B. par un transfuge. Les auteurs racontent que les deux hommes déjouaient ensemble, ce qui n'est d'ailleurs un secret pour personne.

Après l'intervention de M. Cotafavi, la librairie a consulté son propriétaire et reçu l'ordre de continuer à vendre « Floberg ». Quant au service de presse de l'ONU, il affirme ne rien savoir de l'ordre donné à la librairie par M. Cotafavi. — (U.P.I.)

(1) J.-C. Lottin, Tallandier, 1980 (« Le Monde des livres » du 30 mai).

PROCHE-ORIENT

Iran

A L'INITIATIVE DU PARLEMENT

M. Bani Sadr propose la nomination de M. Radjai au poste de premier ministre

Le Parlement iranien a décidé de proposer au président Bani Sadr la nomination de M. Mohammad Ali Radjai au poste de premier ministre, a déclaré vendredi 8 août l'ayatollah Hachemi Rafсандjani, président de l'Assemblée (le Monde du 9 août).

« Au cours de la réunion à huis clos tenue jeudi par le Parlement, cent sept députés sur les cent cinquante-cinq présents se sont prononcés en faveur de M. Radjai. Nous avons décidé de présenter notre choix au président de la République », a déclaré l'ayatollah Rafсандjani au micro de Radio-Téhéran.

M. Radjai, député de Téhéran pour la partie de la République islamique, ancien ministre de l'éducation du gouvernement Bazarjani et qui est connu pour ses opinions intégristes, a été reçu vendredi soir par l'ayatollah Khomeiny en présence de M. Bani Sadr. Ce dernier, qui doit être nommé par la Constitution, désigner le nouveau premier ministre, a approuvé ce samedi le choix du parlement.

Tous les orateurs ont présenté la « libération de Jérusalem » comme la deuxième étape de la « révolution islamique », après l'éviction du chah.

A cette occasion, une « ambassade de Palestine » a été inaugurée à Téhéran par le président iranien Bani Sadr et le représentant de l'O.I.P. M. Hani El Hassan, en présence de Mgr Hilarion Capucci, ancien évêque de Jérusalem. Devant quelque deux cents personnes rassemblées dans le jardin de l'ancienne « représentation » de l'État d'Israël, le président Bani Sadr a réaffirmé le soutien de la révolution islamique iranienne à la lutte pour la libération de la Palestine.

A Moscou, l'ambassadeur iranien, M. Mohamed Mokri, a adressé une mise en garde à l'U.R.S.S., menaçant de réduire la représentation diplomatique à Moscou à « un simple chargé d'affaires », si l'Union soviétique ne suspendait pas son aide militaire à l'Irak. « Moscou, en fournissant des armes à l'Irak, a-t-il dit, soutient une lutte impérialiste dirigée contre l'Iran révolutionnaire ». M. Mokri avait officiellement demandé au Kremlin la suspension de l'aide militaire à l'Irak dès le 11 avril dernier. Sa démarche n'avait pas eu de suite.

Lundi soir, devant plus de trois cents mille manifestants réunis autour de l'ambassade américaine, un député de Téhéran avait attaqué Moscou avec une violence inhabituelle. « L'U.R.S.S. avait-il affirmé, à la chancellerie que nous soyons occupés à lutter contre les États-Unis. Nous ferons avec l'Union soviétique la même chose qu'avec les États-Unis et elle ne met pas un terme à son aide complète. Les provocations de Téhéran, les horreurs d'armes à l'Irak, et le meurtre de nos frères afghans. » — (A.F.P., A.P.)

« Dix-neuf personnes ont été exécutées le vendredi 8 août en Iran, rapporte, samedi, la presse iranienne. Ces exécutions portent à deux cent trente-et-un le nombre de personnes passées par les armes depuis le début du Ramadan, le 14 juillet dernier.

Parmi les suppliciés figurent notamment deux personnes exécutées à Anzali (250 kilomètres au nord-ouest de Téhéran) pour « corruption », et deux autres pour « répression de militaires islamiques », à Dezful (Khouzestan). A Birdjand (150 kilomètres au sud-est de Téhéran), un homme a été exécuté pour « vol » et un autre pour « port d'armes, saisie de terres illégales et relations sexuelles ». A Hamadan (Khouzestan), une femme a été passée par les armes pour « corruption et trafic de drogue ». Ces exécutions s'ajoutent à celles de dix personnes, à Kermanshah (300 kilomètres à l'ouest de Téhéran), et de deux personnes, à Malayer (400 kilomètres au sud-ouest de la capitale). — A.F.P.)

M. BAKHTIAR CRÉE UN « MOUVEMENT DE RÉSISTANCE NATIONALE »

A Paris, M. Chapiro Bakhtiar a annoncé, vendredi 8 août, dans une déclaration communiquée à la presse par son bureau parisien, la création d'un Mouvement de résistance nationale iranienne.

L'ancien premier ministre demande « à tous les patriotes iraniens de se joindre à ce mouvement », dont le but est de « sauver le pays » de l'empire d'une « poignée de soi-disant religieux, ignorants, lâches étrangers à l'Iran, corrompus et dépourvus », qui, selon M. Bakhtiar, ont « éradiqué la culture et la civilisation iraniennes ».

« Les bases économiques du pays ont été détruites, la loi et la discipline discréditées, les femmes réduites à l'état d'esclavage », affirme M. Bakhtiar, qui déclare « l'Iran en péril ». « Ne pas coopérer au Mouvement de résistance nationale iranienne, estime-t-il, serait une trahison au regard de l'histoire ».

« La protection de l'immuable où réside M. Bakhtiar, 101 boulevard Bineau à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), vient d'être considérablement renforcée. Une trentaine de C.I.R.S. et une dizaine d'inspecteurs en civil ont été affectés à la garde de M. Bakhtiar. Tous les visiteurs sont fouillés deux fois et des rondes de police ont fréquemment lieu. Au paravant, la sécurité de M. Bakhtiar était assurée en permanence par quatre gardiens de la paix en faction dans le hall de son immeuble et dans les étages ainsi que par des inspecteurs en civil lors de ses déplacements en ville.

L'attitude des étudiants khomeinistes exaspère l'opinion américaine

De notre correspondante

New-York. — Le président Carter est-il en train de donner une nouvelle preuve d'indécision ? Les quatre-vingt-dix étudiants iraniens arrêtés le 27 juillet à Washington, après une violente manifestation destinée à éliminer le mort du chah, transférés à New-York, puis soudain libérés dans des conditions peu claires, a ramené les sentiments d'hostilité contre le régime de Téhéran.

Ces sentiments qui s'étaient déjà manifestés d'une façon tumultueuse après la prise d'otages, en novembre, et que M. Carter avait alors réussi à calmer, renaissent de plus belle. Jeudi 7 août, les étudiants libérés, escortés de quelques sympathisants musulmans, se sont empressés d'organiser un défilé à Washington. Plusieurs centaines de contre-manifestants, brandissant des drapeaux américains et des cartons de l'ayatollah Khomeiny, la corde au cou, se sont massés sur le passage du cortège, contenus à grand-peine par la police. Les coups de poing, les jets de pierres et d'œufs frais fusèrent, tandis que les manifestants s'abritaient derrière leurs pancartes à gloire de « révolution islamique ».

Un manifestant identifié avait eu lieu la veille à New-York, quand les iraniens sortis de prison se sont installés pour la nuit dans une mosquée du quartier de Queens. Assiégés par une foule furieuse, ils avaient dû quitter subrepticement leur refuge à l'aube.

Mardi 5 août, on apprenait soudain que tous les étudiants, sauf deux, avaient fini par donner à la police les informations qu'elle demandait sur leur identité, et avaient été trouvés dans une situation parfaitement légale. En conséquence, ils étaient libérés. Les lendemain, les iraniens, officiers des services d'immigra-

tion de New-York se mettaient en grève pour protester contre la libération à leurs yeux hâtive, des Iraniens.

Quoi qu'il en soit, le spectacle, diffusé par la télévision, des jeunes iraniens sortant, jubiles et triomphants de leur réclusion, a provoqué une violente réaction dans l'opinion. Est-ce la raison pour laquelle M. Carter a demandé vendredi que des mesures sévères soient prises contre les « fauteurs de troubles », sans qu'on sache très bien ce qu'il entendait par là.

L'administration américaine est embarrassée par une situation qu'elle contrôle mal. Désireuse de rester dans la légalité la plus stricte, d'éviter les heurts et de jouer l'apaisement, elle craint les réactions imprévisibles de Téhéran, et celles d'une opinion exaspérée.

De son côté, le F.B.I. détendrait des preuves que les dirigeants iraniens envoient depuis quelque temps aux États-Unis des sommes d'argent, qui doivent « travailler » les milieux musulmans. Le meurtre de M. Tabatabaï, ancien ministre de la presse de l'ambassade iranienne à Washington, assassiné le 22 juillet, pourrait être le début d'une campagne d'agitation et de terrorisme destinée à pousser les Iraniens ennemis du régime Khomeiny et à embarrasser le gouvernement américain. La police recherche, pour le meurtre de M. Tabatabaï, M. Daoud Salavuddin, installé depuis plusieurs années aux États-Unis et qui travaillait dernièrement à la section des intérêts iraniens de l'ambassade algérienne à Washington. Il aurait quitté les États-Unis pour la Suisse immédiatement après le meurtre de M. Tabatabaï et se trouverait en Iran.

Un jury fédéral réuni à Chicago doit avoir à connaître prochainement de ses affaires. Le cas des étudiants iraniens pourrait lui être également soumis.

NICOLE BERNHEIM.

« Une manifestation prévue à Ramnes, le vendredi 8 août, par l'Union des étudiants islamiques iraniens, a été interdite par arrêté préfectoral, parce qu'elle menaçait de troubler l'ordre public ». Les manifestants ont déclaré « répondre à l'appel de l'ayatollah Khomeiny, qui a enjoint les musulmans du monde entier à descendre dans la rue le vendredi 8 août, à l'occasion de la journée de Jérusalem ». Un de leurs mots d'ordre était la dénonciation du « sionisme international ». Les participants à cette manifestation, une vingtaine, n'ont pu déployer leurs banderoles ni distribuer leurs tracts. Ils ont été dispersés sans incidents. Pour les organisateurs, « cette interdiction prouve que la liberté d'expression pour les étrangers n'existe pas en France ».

ASIE

Afghanistan

Moscou dénonce le refus d'Islamabad d'entamer des négociations directes avec Kaboul

Selon le quotidien pakistais The Muslim du vendredi 8 août, cité par l'A.F.P., le gouvernement d'Islamabad a récemment rejeté une offre de négociation directe présentée par les autorités de Kaboul par l'intermédiaire d'un « pays tiers ». L'existence d'une telle proposition avait été démentie par le président et par le chef de la diplomatie pakistaise. Toutefois, l'agence Tass l'a confirmée en démentant le refus du Pakistan de participer à des « négociations directes sur une base bilatérale » avec Kaboul.

Le régime militaire pakistanais a manifesté ainsi, une fois de plus, son intention de poursuivre l'escalade des actions subversives anti-afghanes, d'arrêter des détachements de bandits et de les envoyer en Afghanistan », assure Tass, qui dénonce cette « politique d'obstruction dictée par Washington et Pékin ».

En janvier, le C.I.C.R. avait pourtant reçu de Kaboul l'invitation de maintenir une délégation et d'y exercer ses activités traditionnelles. Mais, depuis avril, il a été empêché de mener quelle que opération que ce soit. Ne pouvant s'incliner devant cette décision unilatérale contraire aux conventions de Genève, le C.I.C.R. a prié à plusieurs reprises les autorités de Kaboul de reconnaître leur position : une démarche analogue a été entreprise auprès de Moscou. Toutes deux sont demeurées sans réponse.



AMÉRIQUES

Etats-Unis

New-York fait peau neuve pour la convention démocrate

De notre correspondante

New-York. — New-York se prépare pour la convention démocrate qui s'ouvrira lundi 11 août au Madison Square Garden. La première délégation est arrivée mercredi : c'est celle de l'Alaska dont les représentants, pour la plupart ne connaissant pas la grande ville et ont décidé de s'offrir un peu de bon temps avant de passer aux choses sérieuses. Depuis plusieurs semaines, les autorités municipales s'activent pour donner à leur ville son air le plus pimpant. C'est une rude tâche en raison de la canicule. Boutiques vides, boîtes de bière et boîtes de carton remplissent les caniveaux et les rivières de poubelles des rues. La police a demandé poliment mais fermement aux habitants des deux sexes qui ont élu domicile près du Madison Square Garden d'aller faire leur lit ailleurs. Les édiles se félicitent cependant qu'en ces temps de nombre de cinémas spécialisés dans le porno, des salons de massage et des sex-shops a nota-blement diminué à Times Square et à Broadway. Pour faire bonne mesure, les arrestations de prostituées ont quadruplé cette semaine. Elles ne se sont pas gâtées pour protester vigou-reusement — devant les caméras de télévision — contre cet abus de pouvoir qui risque de les empêcher de profiter de la venue de quelque cinq mille cinq cents délégués et de leurs suppléants, et d'une nuée de journalistes. La ville a investi près de 5 millions de dollars de plus qu'en 1976, pour l'accueil des congressistes. Elle escompte que ceux-ci en laisseront huit fois plus.

Le problème de la sécurité est au premier rang des soucis des autorités locales : trois mille in-specteurs sans compter un nombre inconnu d'agents des services se-crêts, seront chargés de surveil-ler les candidats les plus en vue. Dès jeudi matin, les couloirs de l'hôtel Statler, en face du Madison Square Garden, qui abritera la plupart des services administratifs de la conven-tion et les installations de presse, étaient encombrés d'indi-vidus à la carrure impression-nante.

Le maire de New-York, M. Koch, démocrate convaincu, mais supporteur au départ de M. Kennedy, puis rallié à M. Car-ter, a multiplié les déclarations sibyllines sur l'opportunité d'ou-vrir ou de « fermer » la conven-tion. Comme on lui demandait les raisons de cette agitation, M. Koch a répondu en évoquant l'histoire de l'homme qui frappait avec un gros bâton la mule qu'il « aimait tant », juste pour « dif-férer son départ ». Les finances de New-York se sont améliorées parce que nombre de contribu-a-bles aisés ont quitté les banlieues pour revenir en ville. Mais cer-tains grands projets — comme la rénovation du sud du Bronx ou de Harlem — ne pourront se faire qu'avec l'aide fédérale, et M. Koch ne peut pas prendre le risque d'indisposer l'homme qui occupera la Maison Blanche en janvier. — N. B.

El Salvador  
LE FRONT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE  
LANÇE UN APPEL  
À LA GRÈVE GÉNÉRALE

San-Salvador (A.F.P., Reuters). — Le Front démocratique révo-lutionnaire (F.D.R.) du Salvador a appelé vendredi à une grève nationale de trois jours, les 13, 14 et 15 août, pour réclamer « la fin du génocide perpétré par la junte militaire et démocrate-chrétienne ».

Dans un communiqué, le F.D.R. demande également la levée im-médiate de l'état de siège décrété il y a six mois et qui, selon cette organisation, « a été une couverture pour l'assaut de plus de cinq mille Salvadoriens ». Le F.D.R. formule plusieurs autres revendications dont la remise de l'université nationale, occupée par l'armée, et « ses autorités légi-times ».

Le ministre salvadorien de la défense, le colonel José Guillermo García, a qualifié cet appel de « provocation envers les autori-tés ». « Le gouvernement accepte les revendications sociales, mais n'est pas disposé à admettre les grèves de type politique ».

D'autre part, on a annoncé qu'un journaliste mexicain a été tué vendredi à San-Salvador par une balle perdue alors qu'il cou-vrait un affrontement entre des guérilleros de gauche et les forces de l'ordre. M. Ignacio Rodriguez, correspondant du magazine mexicain Proceso, était âgé de vingt-huit ans.

Bolivie

Le gouvernement clandestin espère être reconnu

(Suite de la première page.)

Autrement dit, nous ex-primons la continuité constitu-tionnelle. La présidence intérimaire, Mme Gueller, ne pouvait démis-sionner que devant le Parlement qui l'avait élue pour une période allant jusqu'au 6 août.

De plus, ce gouvernement d'unité nationale bénéficie de l'appui d'une partie des milieux d'affaires, de certains secteurs des forces armées, et surtout du soutien de la centrale ouvrière, ainsi que de la plupart des étu-diants et des universitaires. Notre but principal est de refaire l'unité nationale pour rétablir la dé-mocratie.

Certains gouvernements sont-ils disposés à reconnaître le gouvernement clandestin ? Nous avons déjà reçu des preuves de soutien qui pourraient déboucher sur une reconnaissance prochaine. C'est notamment le cas du Nicaragua, de Grenade, de l'Équateur, de Panama et d'une certaine mesure aussi du Mexique, du Costa-Rica, de la Colombie, du Venezuela et de la Bolivie. Nous bénéficions égale-ment des sympathies des gou-vernements espagnol et ouest-allemand.

N'y a-t-il pas un senti-ment de frustration dans la population devant l'impopularité des partis politiques ? Il faut respecter le verdict des urnes ? Sans aucun doute, mais je crois que l'U.D.F. a fourni la

preuve qu'elle était capable de créer les bases politiques et sociales de ce qui peut être un système démocratique. Et la formation du gouvernement clan-destin d'unité nationale exprime nettement notre volonté de par-venir à assumer progressivement le contrôle de la totalité du terri-toire national et de l'ensemble de la population avec le concours de toutes les forces démocratiques. C'est un point de départ pour la lutte contre la dictature.

Comment pensez-vous rétablir la légalité constitu-tionnelle ?

Nous sommes à la recherche d'une solution au moindre coût pour le peuple bolivien, dans la mesure du possible par des moyens pacifiques. Les militaires ont bousculé les règles du jeu, et nous sommes prêts à relever leur défi, en excluant les secteurs les plus durs et les plus compromis des forces armées. Le coup d'état du 17 juillet n'est pas un putsch de plus. Il est différent. C'est le premier d'un nouveau chapitre de l'histoire de la Bolivie, qui est en passe de devenir l'enjeu de la lutte entre la démocratie et les dictatures militaires en Amérique du Sud. L'Argentine, qui a été la première à reconnaître le nouveau régime, cherche à transformer la Bolivie en une « zone de sécu-rité » pour contenir la contagion démocratique.

Une autre caractéristique de ce putsch est l'appui qu'il a reçu des trafiquants de drogue et des

délinquants. Il ne faut pas oublier que c'est avec la complicité des dictatures militaires de ces quinze dernières années que le trafic de cocaïne s'est considérablement développé.

Sélon M. Paz Zamora, M. Juan Lechin, principal dirigeant de la centrale ouvrière bolivienne (COB), arrêté le jour même du putsch, ne serait pas mort, mais serait toujours détenu, dans un état qui inspire cependant les plus vives inquiétudes.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE BUHRER.

La journaliste américaine, Mary Helen Spooner, arrêtée par les autorités boliviennes a pu recevoir vendredi la visite d'un représentant de l'Ambassade des États-Unis. « Elle n'a pas été mal-traitée », a déclaré le représen-tant de l'Ambassade après un en-tretien avec la journaliste qui s'est déroulée au ministère de l'Intérieur. — (A.P.)

L'Association des journa-listes spécialisés de l'Amérique latine et des Caraïbes (AJALC) proteste contre les atteintes au libre exercice de la profession de journaliste en Bolivie et réclame des militaires responsables du coup d'état des informations pré-cises sur le nombre et l'identité des journalistes arrêtés, le lieu de leur détention et leur état de santé. Elle demande que tous les journalistes emprisonnés soient libérés aussitôt, et que soit ga-rantie la possibilité d'informer l'opinion nationale et interna-tionale sur la situation en Bolivie.

M. Joaquin Golland, secrétaire confédéral de la C.G.T., et M. Joe Nordmann, avocat et secrétaire général de l'Association internationale des juristes démocrates (A.I.J.D.), se rendront pro-chainement en Bolivie à annoncé, mercredi 8 août, la C.G.T. L'ob-jectif de cette mission est « d'ap-porter aux travailleurs et au peu-ple boliviens la solidarité active des travailleurs et démocrates français et d'exiger le respect des libertés syndicales et démocratiques fondamentales » à la suite du coup d'état du 17 juillet. — (A.F.P.)

Chili

LES SERVICES SECRETS  
CONFIRMENT L'ARRÊSTATION  
DE SIX PERSONNES  
DONT UNE FRANÇAISE

Santiago du Chili (A.F.P.). — Les services secrets chiliens qui s'appellent maintenant Central Nacional de Informacion (C.N.I.), ont reconnu vendredi 8 août, que leurs agents avaient arrêté six personnes coupables d'actes subversifs, 3-6-80 après à Santiago.

Les noms des détenus ont été publiés jeudi par la presse chilienne. Il s'agit de Mmes Nollia Dominguez, Virginia Villalon Fuentes, Genoveva Villalon, Isabel Pizarro Cifuentes, Michèle Berthe Jobet (Française) et de M. Martin Hernandez Vasquez (le Monde du 9 août).

Dans un communiqué, le C.N.I. rapporte qu'au moment des ar-rêtations le personnel de sécurité portait des brassards d'identité, et disposait de mandats d'arres-tation, comme l'exige la loi. Ces opérations de la C.N.I. survien-nent au moment où l'on signale une vague d'éléments mysté-rieux et d'arrestations de per-sonnes soupçonnées d'appartenir à des mouvements de gauche, interdits par le gouvernement.

Un commandant de « Vanguardia de Martinez » (Covema), vrai-semblablement d'extrême droite a revendiqué la disparition d'un moins sept personnes. Selon la presse, le Covema cherche à venger la mort du directeur de l'École des services secrets de l'armée, le colonel Vergara, tué le 15 juillet.

Le Mouvement international des juristes catholiques et la Fédération internationale des droits de l'homme, alertés sur la situation de Jose Benado Med-vinski, arrêté au Chili le 16 juillet après être revenu illégalement dans son pays et dont l'état de santé apparaissait alarmant, ont mandaté M. Ortiz, avocat à la Cour de Paris, à l'effet d'obtenir des autorités chiliennes des garan-ties sur le sort de ce dernier.

M. Ortiz, qui a rencontré M. Medvinski le 1<sup>er</sup> août au pénitencier de Santiago où il avait été transféré la veille des services de la police politique chilienne, a pu constater les traces de tor-tures subies par ce dernier qui a indiqué avoir fait l'objet de chocs électriques et d'un simulateur d'exécution après avoir été contraint de cresser sa tombe. Le Mouvement des juristes et la Fédération des droits de l'homme font également part de leur inquiétude à propos du décret du 19 juillet qui prolonge de cinq à vingt jours le délai de garde à vue et la durée de faciliter l'emploi des tortures précédemment décrites.

AFRIQUE

Ouganda

Paris va envoyer à Kampala une mission d'une trentaine de personnes pour aider les équipes médicales qui luttent contre la famine

L'Élysée a communiqué ven-dredi 8 août, les détails du plan d'aide humanitaire à l'Ouganda, que le gouvernement français a mis sur pied à la demande des organismes humanitaires qui luttent contre la famine dans le nord-est de ce pays (le Monde du 8 août).

Le lieutenant-colonel Pfister quitte Paris, ce samedi, pour Kampala et Soroti, à 350 kilo-mètres au nord-est de la capitale ougandaise, afin d'y préparer une base d'appui où seront stationnés deux hélicoptères — opérationnels à compter du 18 août — et six camions-médecins Peugeot.

Le détachement français com-prendra une trentaine de per-sonnes, et peut-être davantage s'il doit assurer sa propre sécurité. Il aura pour mission d'offrir un appui logistique aux équipes mé-dicales françaises déjà présentes au Karomaja — la région la plus éprouvée par la famine — ou qui tentent de s'y rendre (c'est le cas d'un hôpital mobile actuellement en attente à Nairobi). A cet effet, un Transall de l'armée de l'air assurera, pendant la durée de l'opération (un mois environ), une liaison aérienne entre Dji-bouti et Soroti.

Le détachement français aura également pour mission de par-ticiper à l'acheminement sur le terrain des vivres et des médi-caments actuellement stockés à Kampala. La France a décidé, en outre, de livrer 3 000 tonnes de céréales.

M. Jacques Clément, ambassa-deur de France à Kampala, qui sera responsable de cette aide sur place, a soumis, vendredi, le plan français aux autorités ougan-daises. « Ce plan a été arrêté à la demande et sur instructions du président de la République, qui continue d'en suivre personnellement et quotidiennement la mise en place », a indiqué, le même jour, M. Biot, porte-parole de l'Élysée.

République Sud-Africaine

Le gouvernement renonce à la création d'un conseil consultatif noir

De notre correspondant

Pretoria. — Les chefs de la communauté noire d'Afrique du Sud ont marqué, vendredi 8 août, un point important en annonçant qu'ils renonceraient à la création d'un conseil consultatif noir. M. Botha a répondu à l'un des principaux éléments de son projet de réforme constitutionnelle, à savoir la créa-tion d'un conseil consultatif noir, réservé à la majorité africaine en marge du conseil présidentiel élargi qui doit englober unique-ment des membres blancs, métis et indiens. C'est le projet de loi qui a été présenté à la fois la nouvelle détermination des Africains intégrés au système et ne pas s'incliner sans murmure devant les déci-sions de Pretoria et certains soupçons de la part du gouver-nement Botha qui, a en fait, renoncé à forcer la main à ses interlocuteurs.

Mais il ne s'agit encore que d'un demi-succès. Le sougène, samedi, le Rand Daily Mail, quotidien libéral d'opposition : M. Botha n'a pas, en fait, renoncé à la création d'un conseil consultatif noir qui sera le conseil présidentiel réservé aux trois communautés non africaines. Il a simplement accepté de ne pas imposer la création de ce conseil à la porte à la ma-jorité noire le stratagème qu'on lui offrait dans un couloir de cette assemblée restreinte.

Après trois heures d'après dis-cussions à Pretoria avec le pre-mier ministre entouré de plu-sieurs membres de son cabinet, les chefs de cinq « Jokers nationaux » (Bantoustans) noirs non indépendants sont demeurés fermes, vendredi, sur leur rejet catégorique d'une formule qu'ils avaient déjà rejetée au sein du conseil consultatif noir. Ce projet a été rejeté à son tour par le conseil présidentiel réservé aux trois communautés non africaines. Les représentants de la majorité noire avaient repoussé tout conseil africain séparé du conseil formé autour du président et avaient exigé, comme prix de leur adhésion au projet de réforme envisagé, l'inclusion à part entière des conseillers noirs dans le comité consultatif multi-racial qui doit, en principe, s'ad-jointer le futur chef de l'État sud-africain. Cette condition avait été rejetée à son tour par le gouvernement central de Pretoria, comme étant incompatible avec l'existence même, dans le cadre d'un système fondé sur le « déve-loppement séparé », de commu-nautés nationales africaines fonc-tionnant de façon semi-autonome au sein de l'assemblée géogra-phique sud-africain.

Mais la porte avait été laissée ouverte à de nouvelles discus-sions directement menées cette fois à Pretoria, en présence de M. Botha et de ses principaux collaborateurs. Or, à l'issue de ces secondes négociations, l'impasse demeure entière et l'on ne voit pas comment il sera possible d'en sortir.

Commentant, samedi, le retrait par M. Botha d'une partie de son projet de réforme constitution-nelle, Mme Suzman, députée de l'opposition progressiste-fédérale au Parlement, a ainsi résumé la situation : « Ce retrait ne chan-gera rien au problème fondamen-tal qui demeure l'intégration des Noirs au conseil présidentiel qui, pré-sentement dit : tant que celui-ci n'aura pas été obtenu, il ne ser-vira à rien de poursuivre les dis-cussions. »

(Interim.)

Zimbabwe

LA POLICE DISPERSE UNE MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS EN FAVEUR DU MINISTRE ARRÊTÉ

Deux cents étudiants, qui ma-nifestaient en faveur du ministre zimbabwéen du travail, M. Tekere, arrêté deux jours plus tôt sous l'in-culpation de meurtre (« le Monde » du 8 août), ont été dispersés par la police, vendredi 8 août, à Salis-bury. Ils ont été relâchés après contrôle d'identité et risquent une amende pour rassemblement illégal.

D'autre part, six des gardes du corps de M. Tekere ont été arrêtés et inculpés de meurtre pour avoir fait partie du groupe qui a tué M. Adams, un fermier blanc, le 4 août. La police a indiqué que d'autres arrestations pourraient avoir lieu.

Enfin, un magistrat a ordonné à un autre membre du gouvernement de M. Mugabe, M. Mwanagwa, mi-nistre d'État auprès du premier ministre, de remettre à la justice un dissident morambican, M. John Mawirwa, qu'il détient depuis fin juillet. Une première injonction, le 1<sup>er</sup> août, était restée sans suite. — (A.F.P., A.P.)

Tunisie

La fonction de procureur général de la République est supprimée

De notre correspondant

Tunis. — La fonction de pro-cureur général de la République a été supprimée, le vendredi 8 août, par décision du président Bour-guiba. Ce poste était occupé depuis plus de vingt ans par M. Mohamed Farhat, qui était considéré comme l'homme fort de la justice par-delà tous les ministères qui se sont succédés à la tête de ce département, et la nouvelle de son départ a fait sensation dans les milieux judi-ciaires.

Frère de l'ancien ministre de la défense nationale, M. Abdallah Farhat — qui avait atteint l'âge de l'année dernière, M. Mohamed Farhat qui avait atteint l'âge de la retraite — avait été le maître d'œuvre de tous les procès à caractère poli-tique qui ont eu lieu en Tunisie depuis l'indépendance et dont les tout derniers condamnés ont été libérés récemment. C'est lui qui avait présidé la Haute Cour de justice instituée en 1956 pour juger les personnes ayant collaboré de près ou de loin avec les auto-rités du protectorat français et la famille beylicale. Il avait pré-sidé également la Haute Cour



(Dessin de Plémi.)

**Le Monde**  
dossiers et documents

Nuveau  
de juillet-août-septembre

**LES RÉFUGIÉS**

**LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

Le numéro : 250 F  
Abonnement un an  
600 numéros : 33 F



# EUROPE

## LES SUITES DE L'ATTENTAT DE BOLOGNE

### Les tensions entre le gouvernement de centre-gauche et les communistes se sont accrues

De notre correspondant

Rome. — Trois jours après les attentats de Bologne où les troupes de la foule avaient accueilli les représentants du gouvernement, les tensions entre les partis de la coalition gouvernementale de centre-gauche et l'opposition communiste se sont accrues. Les communistes ont accusé le gouvernement de « spéculer sur les morts », désormais au nombre de quatre-vingt-trois, trois semaines après le drame. Les suites de leurs blessures.

Le P.C.I. voulait faire de cette élection, organisée délibérément par la seule municipalité communiste, la démonstration de sa puissance et du mécontentement contre un gouvernement qu'il juge inefficace. Les démocrates-chrétiens et les socialistes bolognais leur reprochent d'avoir « confisqué les funérailles » et même de les avoir empêchés, y compris par la force, de pénétrer sur la place où se déroulaient les obsèques.

« Bas les patte devant les morts », tirait vendredi un éditorial de *Il Giornale Nuovo* (journal de droite) qui, en écho au quotidien *la Repubblica* (gauche), constatait à quel point le fossé s'était creusé entre le pays réel et le pays idéal, ce monde de l'établissement politique que les Italiens appellent *il palazzo* (le palais).

« Je suis attiré par la comparaison avec mars 1978 », constatait M. Giovanni Spadolini, secrétaire du petit parti républicain, évoquant, dans une interview au *Corriere della Sera*, l'Italie tendue sous le poids de l'enlèvement d'Aldo Moro. Le rapt et l'assassinat du dirigeant démocrate-chrétien avaient cimenté une majorité parlementaire d'union nationale, mais sans que le P.C.I. n'ait représenté, à la présidence du conseil depuis la guerre.

Le massacre de Bologne a, au contraire, accru les tensions entre le gouvernement de centre-gauche et un P.C.I. qui voit dans le vote de l'acte d'accusation des démocrates-chrétiens au congrès de février, et dans le retour des socialistes au gouvernement après six ans, une tentative de la droite sur la touche. D'où l'opposition intransigente des communistes qui voudraient démontrer que, sans eux, le pays n'est pas viable.

Le P.C.I. attend un renouveau de la majorité au sein de la démocratie chrétienne, c'est-à-dire le retour aux commandes dans ce parti des fidèles de M. Zaccagnini et Andreotti. Une nouvelle combinaison gouvernementale pourrait en découler. Les communistes refusent donc « la solidarité de toutes les forces

politiques et sociales » proposée par M. Cossiga au lendemain du massacre de Bologne, le 4 août.

Le surindemnisme, pourtant, après la polémique déclenchée par cette intransigence et les accusations de la démocratie chrétienne reprochant au P.C.I. de « manquer de pudeur », ce dernier, par la voix de M. Berlinguer, affirmait de nouveau que l'unité nationale est indispensable. Cette unité, poursuivait le chef du P.C.I., ne serait que temporaire, sans un gouvernement capable de la susciter et de l'organiser, pour défendre la démocratie et le renouveau du pays ; en somme un gouvernement qui n'exclut pas a priori, les communistes.

#### Que feront les socialistes ?

M. Cossiga risque en outre de voir sa majorité gouvernementale se désintégrer. Après une réunion entre les ministres socialistes et le secrétaire général de ce parti, M. Craxi, le P.S.I. a laissé filtrer qu'il s'agissait de l'assurance physique et psychologique du président du conseil. La petite phrase a suffi à mettre en émoi, à quelques jours de la tenue du 15 août, toute la classe politique. « Craxi abandonne-t-il Cossiga ? » se demandait, en première page, le quotidien *la Repubblica*.

Les socialistes ont certes garanti qu'il n'était pas question de « brusques changements pour le moment », et qu'il fallait affronter la stratégie de la tension et la crise économique. Ils se sont aussi démarqués des communistes, jugeant la « ligne » de M. Berlinguer « confuse et sans perspective ». Mais le premier jalon pour une crise politique à l'automne est posé. M. Craxi va-t-il tenter d'être le premier « non-démocrate chrétien » installé à la présidence du conseil depuis la guerre ?

L'italienne politique n'est unanime sur l'hypothèse d'une manipulation du terrorisme « par étranger ». M. Colombo, ministre des affaires étrangères, a explicitement évoqué, dans une interview au *Corriere della Sera*, l'attitude qui suivra son gouvernement : l'Italie est, au cœur de la Méditerranée, une aire géographique traversée par de graves tensions internationales ; cela implique pour le pays « une vigilance constante et attentive sur les implications de tous les actes terroristes commis dans la péninsule ». Il a conclu sur la nécessité d'une collaboration toujours plus intense entre tous les pays directement intéressés au maintien de la stabilité dans l'aire méditerranéenne.

(Interim.)

DEPUIS 1979

### La France ne s'oppose plus à l'extradition des Italiens accusés de terrorisme

Toute demande d'extradition faite à la France par les autorités italiennes doit être conforme à la convention franco-italienne du 12 mai 1979 et à la loi française sur l'extradition du 10 mars 1927. L'article 2 de la convention donne la liste d'une quarantaine de crimes ou délits de droit commun pour lesquels l'extradition est possible, dont le faux en écriture authentique et les vols qualifiés reprochés à M. Marco Affatigato. La loi de 1927 prévoit en son article 4 que seuls les faits pour lesquels la peine encourue est de deux ans d'emprisonnement ou moins peuvent donner lieu à extradition.

En outre, aux termes de l'article 5, l'extradition ne peut être accordée « lorsque le crime ou le délit a un caractère politique, ou lorsque le résultat des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». Enfin la loi précise que l'extradition n'est accordée qu'à la condition que l'individu extradé ne sera ni poursuivi ni puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition.

Les demandes d'extradition sont examinées par la chambre d'accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle la personne réclamée par son pays a été arrêtée. Celle-ci peut, à tout moment de la procédure, décider de la mise en liberté de la personne qui lui est présentée.

Si la chambre d'accusation, qui statue sans débats, donne un avis défavorable à l'extradition, il est définitif, et le gouvernement est tenu de le suivre. Si au contraire l'avis est favorable, le gouvernement garde la possibilité de refuser l'extradition. Mais dans la plupart des cas, il se conforme à cet avis favorable. Un décret d'extradition doit alors être signé par le premier ministre, et la personne concernée doit être extradée dans un délai d'un mois. Contre ce décret, seul un recours devant le Conseil d'Etat est possible, mais il n'est pas suspensif, et bien souvent l'ex-

tradition est faite avant qu'il ne soit même déposé.

Chaque année, quelque trois cents personnes sont réclamées à la France par leur pays d'origine, soit pour y être jugées, soit pour y accomplir une peine à laquelle elles ont été condamnées. Seules quelques-unes de ces personnes peuvent être extradées, généralement parce que le caractère politique des faits reprochés ou le but politique de la demande peuvent aux termes de la loi de 1927 être invoqués.

Depuis 1977, les autorités italiennes ont demandé à la France l'extradition d'une quinzaine de militants d'extrême gauche. A cet égard, on a pu constater depuis 1979 une tendance à considérer que les crimes « graves » ne pouvaient être tenus pour politiques, malgré la lettre de la loi de 1927.

En 1977, la France a d'abord refusé l'extradition de l'animateur de Radio-Alice à Bologne M. Francesco Sgarbi, estimant que les faits qu'on lui reprochait étaient de nature politique. En 1978, elle a aussi refusé celle de M. Antonio Bellavita, établi en France depuis 1975, que l'Italie accusait de « participation à la bande armée Brigades rouges » et de « rédaction d'articles exaltant l'action criminelle des Brigades rouges ».

C'est à partir de l'arrestation, à Paris, le 18 août 1979, de M. Francesco Piperno, un universitaire italien, animateur d'un groupe d'extrême gauche « Pour voir courir », qu'on a commencé à considérer que des crimes « graves » ne pouvaient être considérés comme politiques. La chambre d'accusation constata que la plupart des faits reprochés à M. Piperno ne figuraient pas dans la convention franco-italienne d'extradition. Elle estima qu'il s'agissait, cependant, « rendu compte » de la séquestration et de l'assassinat d'Aldo Moro et que « compte tenu de la gravité des faits, ceux-ci ne pouvaient être regardés comme ayant un caractère politique ». Elle donna donc un avis favorable partiel à l'ex-

tradition de M. Piperno, qui fut aussitôt remis aux autorités italiennes. Il en fut de même, quelques semaines plus tard, pour M. Lanfranco Pace, un ami de M. Piperno, tous deux accusés d'être en liberté par la justice italienne, le 30 juin, pour insuffisance de preuves.

Outre M. Affatigato, le militant d'extrême droite qui vient d'être arrêté à Nice, onze autres Italiens, tous militants d'extrême gauche, sont l'objet actuellement d'une procédure d'extradition. Quatre d'entre eux ont été arrêtés à Paris le 28 mars. Si la chambre d'accusation a déjà donné un avis favorable à l'extradition pour l'un d'eux, le 16 juillet, elle a ordonné un supplément d'informations pour les trois autres.

Enfin, l'Italie réclame l'extradition de sept de ses ressortissants arrêtés à Paris les 7 et 8 juillet et soupçonnés d'appartenir à l'organisation terroriste d'extrême gauche « Prima linea ». M. Mario Affatigato, le jeune militant italien soupçonné d'être impliqué dans l'attentat de Bologne, a pu se rendre le 2 août en Italie « alors qu'il était sous le coup d'une condamnation par contumace ». Après avoir également demandé pourquoi « les autorités françaises ont laissé agir librement en France puis-que son arrestation rapide montrait que l'on soupçonnait qu'il se cachait », M. Odru souhaite que « toutes les mesures soient prises pour mettre hors d'état de nuire les groupuscules fascistes français ou étrangers qui opèrent sur notre territoire ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

M. Louis Odru, député communiste de Seine-Saint-Denis, demande, dans une question écrite adressée le 7 août au ministre de l'Intérieur, comment M. Marco Affatigato, le jeune militant italien soupçonné d'être impliqué dans l'attentat de Bologne, a pu se rendre le 2 août en Italie « alors qu'il était sous le coup d'une condamnation par contumace ». Après avoir également demandé pourquoi « les autorités françaises ont laissé agir librement en France puis-que son arrestation rapide montrait que l'on soupçonnait qu'il se cachait », M. Odru souhaite que « toutes les mesures soient prises pour mettre hors d'état de nuire les groupuscules fascistes français ou étrangers qui opèrent sur notre territoire ».

### M. Marco Affatigato a été isolé dans une cellule de la maison d'arrêt de Nice

De notre correspondant régional

En attendant de s'expliquer, à nouveau lundi 11 août, devant M. Pierre-Louis Jacob, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice, M. Marco Affatigato a été isolé dans une cellule à la maison d'arrêt de Nice et hormis celle de son avocat, il ne peut recevoir aucune visite.

Les déclarations qu'il a faites sur son emploi du temps à Nice, au cours de la journée du samedi 2 août, ont dû être particulièrement vérifiées par la presse. Le magistrat instructeur, quant à lui, est placé juridiquement dans l'impossibilité de faire procéder à des investigations non prévues dans la commission rogatoire internationale qu'il a reçue du parquet de Bologne.

Un comité pour la défense du droit d'asile des condamnés politiques italiens a, d'autre part, été créé vendredi par les amis de M. Marco Affatigato à l'initiative de deux avocats nicois M. René Schiavo et M. François-Xavier Michel. Le principal objectif de ce comité sera « de contrôler le respect des conditions d'application des textes régissant l'extradition des ressortissants italiens se trouvant sur le territoire français, ainsi que la légalité des procédures intentées à l'encontre desdits ressortissants ».

Des divers témoignages recueillis auprès des personnes citées par M. Marco Affatigato et susceptibles de le participer à l'attentat de Bologne, il ne ressort pas de preuve tangible permettant de conclure à la présence ou non de l'extrémiste toscane à Nice, le samedi 2 août.

Une réceptionniste de l'hôtel Mercure, où il a affirmé avoir séjourné, vers 13 heures, un message pour des amis, a toutefois confirmé en grande partie ses déclarations. L'employée de l'établissement, Mlle Sylvie Rey, s'est souvenue, en effet, du passage du jeune italien qu'elle a, de surcroît, reconnu sur les photos publiées par la presse. Elle a également conservé le souvenir du message signé « Marco » ; malheureusement, ce message n'ayant pas été relayé par ses destinataires a été détruit. Une journaliste du *Corriere della Sera*, M. Marco Affatigato dit avoir acheté un bouquet pour son amie anglaise, s'en être servi, d'autre part, souvenant de la décision qu'il a prise de ne pas aller à la messe à la messe de M. Moro.

#### Un communiqué dans « Nice-Matin »

Dès le début de 1979, il se faisait engager comme ouvrier d'entretien dans une grande teinturerie de la ville, 134, boulevard de la République, où son dossier atteste qu'il avait déjà obtenu une carte de séjour (n° 0554377) en bonne et due forme, et accompli toutes les démarches nécessaires pour se mettre en règle vis-à-vis de la législation sociale. Embauché le 8 janvier, il quitta volontairement son emploi (pour des raisons personnelles) le 8 mars 1979, et se rendit à la clinique du Dr. B. jusqu'à ce qu'il entre comme peigneur à la clinique du Dr. B.

Ces emplois n'étaient pas, cependant, des « couvertures » permettant à M. Marco Affatigato d'avoir par ailleurs des activités occultes ? Une enquête d'agences recueillies à ce sujet tendrait à démontrer que le jeune italien était réellement dans l'obligation de subvenir seul à ses besoins.

M. Marco Affatigato, entre autres contacts étroits avec les milieux d'extrême droite de la Côte et reste en relations avec des activistes italiens. Il fréquente notamment les militants de l'U.D.R. (Parti des forces nouvelles) et leur sert d'intermédiaire pour régler un conflit avec le syndicat de travail de la Fédération d'action nationale européenne (FANE) à la suite d'une violente campagne antisémite de celui-ci, par affiches et « bombardements » sur les locaux de la FANE.

Une existence à Nice est si peu clandestine qu'il publie même dans les colonnes du quotidien *Nice-Matin*, le 13 juillet dernier, une annonce dans laquelle il invite ses amis à se rencontrer « pour fêter l'anniversaire de ses vingt-quatre ans. Il présente dans ce communiqué comme le « rédacteur politique et correspondant de l'hebdomadaire italien Uomo, il Nuovo giornale d'Italia ».

Le jeune italien ne s'attire pourtant pas, semble-t-il, des relations politiques toutes la confiance que devraient lui mériter ses « titres » de militant d'extrême droite et de lieutenant de Mario Tuti.

Est-il un « délateur » comme l'ont affirmé jeudi 7 août dans un communiqué les « Noyaux armés révolutionnaires » ? Cette accusation n'est peut-être pas dénuée de tout fondement. Les N.A.R. l'accusent d'avoir eu des contacts à Paris avec un autre délateur, Stefano Della Chiesa, fondateur du mouvement néo-fasciste Avanguardia nazionale. S'il est difficile de connaître la raison des déplacements de M. Affatigato, les témoignages confirment en revanche qu'il s'est rendu à plusieurs reprises à Paris.

Indiquant d'autre part le communiqué des N.A.R. « nous avons été repérés par nos commandos dans son repère de la rue Symma, à Nice, où il se cachait en utilisant l'identité du locataire précédent, Leonardo Agli ».

Ces divers renseignements sont exacts. Bien que l'on ait donné dans la presse comme adresse du jeune extrémiste toscane le 25, avenue de Castellane, l'entrée de l'immeuble où il a habité pendant ses fugues se trouve effectivement à 25, rue Symma. Cette adresse des anciens amis de M. Affatigato semble en tout cas l'indiquer de l'attentat de Bologne. A moins qu'il ne s'agisse d'une manœuvre.

GUY PORTE.

## Turquie

Après les émeutes de Kahramanmaraş

### Le tribunal militaire d'Adana a rendu un verdict relativement modéré

De notre correspondant

Ankara. — Trente-trois personnes condamnées à mort, dont quatorze ont vu leur peine immédiatement commuée en détention à perpétuité ; trois cent trente-trois personnes condamnées à des peines allant de un à vingt-quatre ans de prison ; quatre cent onze personnes acquittées : le tribunal militaire d'Adana a rendu, le vendredi 8 août, son verdict dans le procès des émeutiers de Kahramanmaraş.

Dans cette ville de cent trente mille habitants, située au sud-est de l'Anatolie, cent onze personnes avaient été tuées et de nombreux bâtiments détruits au cours des affrontements qui avaient opposé, du 19 au 25 décembre 1978, les membres des sectes rivales des sunnites et des alevites (le Monde daté des 25, 27, 28 décembre 1979).

Femmes, enfants et vieillards ne furent pas épargnés dans ce bain de sang. Selon l'acte d'accusation, des militants d'extrême droite furent à l'origine des premiers troubles. Ils attaquèrent ensuite les quartiers habités par des alevites, aux cris de « A bas les communistes » et « Mort aux alevites ».

Le plus grand procès par le nombre de prévenus qu'il connut la Turquie jusqu'à huit cents vingt-deux accusés à la barre — avait commencé le 4 juin 1979, dans le Palais des sports d'Adana, transformé en tribunal. Les six procureurs militaires avaient requis la peine capitale pour deux cents soixante-quatorze accusés, dont neuf femmes, dans un acte d'accusation long de deux cent trente-deux pages. La décision du tribunal ne sera définitive qu'après celle de la cour de cassation militaire qui siège à Ankara.

Après la répétition du scénario de Kahramanmaraş dans la ville de Çorum (Anatolie centrale), où les alevites ont été à nouveau, en juillet, les principales victimes d'incidents sanglants entre deux sectes rivales, l'opinion a, dans son ensemble, trouvé « normal » le verdict, bien en retrait par rapport aux peines requises. « Etant donné qu'il s'agit

sauf d'un massacre perpétré par de larges groupes, il était très difficile de séparer de vrais coupables des innocents », estime-t-on généralement.

#### Les évactions de prisonniers

On se demande toutefois si l'Etat parviendra à garder les condamnés dans les prisons, après les évactions spectaculaires qui ont eu lieu ces derniers temps : le quotidien à fort tirage *Hürriyet* écrivait par exemple le 30 juillet que la prison d'Adana, surpeuplée, est administrée en réalité par les détenus. L'évasion de quelques vingt-deux prisonniers politiques d'extrême gauche n'y a été découverte que plusieurs jours après. Deux des principaux accusés du procès de Kahramanmaraş s'en étaient enfuis il y a plusieurs mois, et un seul a été repris. Presque chaque jour on découvre, dans les prisons, des tunnels creusés par des détenus politiques qui préparent « la belle », tandis que les autorités négligent de prendre les mesures qui s'imposeraient.

Le tribunal militaire d'Ankara a cependant fait écrouer vendredi un militaire, M. Hassan Mesol, et quatre soldats chargés de la surveillance de la prison militaire de Mamek, à Ankara, d'où, le 10 juillet, deux jeunes condamnés à mort, MM. Arman et Pehlivanoglu, militants d'une organisation terroriste d'extrême droite avaient réussi à s'évader. Quatre autres civils, dont deux membres de l'Association de la voie de l'idéal (U.Y.D.), proche du parti du mouvement nationaliste, et deux avocats, ont été également arrêtés et le tribunal militaire a lancé un mandat d'arrêt contre un autre membre de l'U.Y.D., en fuite.

Cette décision du tribunal d'Ankara constitue une nouvelle étape dans la lutte anti-terroriste. Pour la première fois les liens occultes entre les organisations d'extrême droite terroristes et certains militaires de rang inférieur, dénoncés sans cesse par les milieux de gauche, ont été clairement établis.

ARTUN UNSAL.

## Yougoslavie

### M. Djilas est accusé par un historien d'être responsable de la répression pendant la guerre

Belgrade (A.F.P., U.P.I.). — L'écrivain dissident Milovan Djilas, ancien compagnon de Tito, a été critiqué, jeudi 6 août, par l'historien Vladimir Dedijer, biographe officiel du défunt maréchal, dans une interview à *l'hebdomadaire NIN* à l'occasion de la parution du premier des quatre tomes « Des nouveaux documents pour la biographie de Josip Broz Tito ».

En fait, c'est la publication par le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* d'extraits du dernier ouvrage de M. Djilas sur Tito, qui a suscité les attaques dont l'ancien compagnon du défunt, en disgrâce depuis 1964, a fait l'objet ces temps-ci.

M. Dedijer, dans l'interview à *NIN*, estime que « le témoignage de Djilas est une grande contribution historique car il a participé directement aux événements durant de nombreuses périodes de notre histoire... ». Il y a de nouvelles choses dans son texte, mais aussi une approche idéologique de l'histoire. Pour lui, l'essentiel est la doctrine, pas les faits. Et selon sa doctrine, son idéologie et les besoins de la cause, les faits sont supprimés, raccourcis ou modifiés.

M. Dedijer affirme, par exemple, être en possession d'un document « énumérant sur une vingtaine de pages ceux que Djilas a tués » en 1942 dans une localité de Serbie durant la guerre des partisans. M. Dedijer fait également état d'une lettre de Tito à M. Djilas où le maréchal lui demandait « de ne pas prononcer de condamnations à mort à la légère ». M. Dedijer lui reproche aussi d'avoir, « en état d'ébriété », rapporté aux Américains à l'égard des propos menaçants contre Roosevelt et Churchill du dictateur soviétique, qu'il venait de rencontrer à Moscou.

#### AVIS AUX FRANÇAIS

A l'occasion de l'été 1980, une cérémonie aura lieu à l'ambassade de la République islamique d'Iran, 100, avenue d'Alsace, le mardi 11 septembre 1980, de 18 h. à 19 h. Tous les Français sont conviés à y participer pour célébrer ce grand jour qui marque la fin du Ramadan.

C'est la première fois que ces accusations sont lancées contre M. Djilas qui fut membre du bureau politique du parti de 1949 à 1954, date de son exclusion après laquelle il fut emprisonné pendant près de neuf ans.

### A travers le monde

#### Canada

M. RENÉ LEVESQUE a l'intention de se rendre en France à la mi-octobre ou au début novembre, a annoncé vendredi 8 août son porte-parole. Depuis la visite à Paris du premier ministre québécois en 1977, les gouvernements français et québécois étaient en accord sur le principe d'un sommet annuel alternatif à Paris et à Québec.

M. René Levesque s'était rendu au Québec en 1978, mais M. Levesque n'avait pu se rendre à Paris à l'automne dernier en raison de la préparation du référendum sur la souveraineté-association. — (A.F.P.)

#### Corée du Nord

M. KIM IL SUNG, CHEF DE L'ETAT NORD-CORÉEN, a donné l'assurance à un groupe de députés français, qui font une visite de deux semaines à Pyongyang, que son pays allait rembourser ses dettes à la France, afin de débloquent les échanges avec Paris. La délégation parlementaire française est conduite par M. Pierre-Bernard Constant (appartenu R.P.R.), qui est accompagné de MM. Alain Vivien (P.S.), Henri de Gontines (R.P.R.), Henri Fauriol (U.D.F.) et Jacques Brunhes (P.C.). — (A.F.P.)

#### Portugal

TROIS MILITANTS DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT (P.R.P.), emprisonnés sans jugement depuis deux ans, ont été libérés mercredi à annoncé, jeudi 7 août, ce parti de l'extrême gauche portugaise. Ces militants font partie d'un groupe de vingt-cinq membres du P.R.P. en prison depuis deux ans pour des attentats à l'explosion et des attaques à main armée.

مكتبة الأمل



Libres opinions

L'espérance européenne

par YVES GALLAND (\*)

L'Europe est malade. Dans ses structures, donc son organisation, dans ses perspectives, c'est-à-dire son avenir. Crises interminables, solutions d'urgence, accaparent l'essentiel de l'effort des gouvernements et des citoyens. Or l'unité et l'efficacité européennes ont à mon sens d'autres exigences que de vouloir tracer le cadre.

Mais il y a un préalable. Il est en effet nécessaire que les différents organismes européens deviennent plus fonctionnels. Un récent rapport des « sages » faisait, il y a quelques mois, des recommandations judicieuses à cet égard. A la lumière des événements récents, il me semble nécessaire de les compléter.

La Commission, quant à elle, doit savoir prendre ses responsabilités. Est-ce par exemple normal, chargée de rechercher des solutions à la crise de la contribution britannique, elle n'ait, dans ses nouvelles propositions du début de l'année, chiffré ni le montant de l'effort financier ni sa durée ? Dans la même ordre d'idées, les commissaires doivent s'imposer de répondre avec précision et courage aux questions nombreuses que leur posent les parlementaires européens. A vouloir ménager à l'excès les positions des Etats membres et les susceptibilités diverses, l'efficacité s'en va.

Une telle évolution permettrait à la Commission de retrouver son véritable rôle de proposition et d'exécution.

En ce qui concerne le conseil, il est désormais évident que ses travaux doivent être mieux planifiés. Il n'est tout simplement pas sérieux d'avoir laissé le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement se livrer à une étonnante partie de poker sur cette même contribution britannique, alors que les solutions devaient être recherchées et trouvées par les conseils des ministres compétents (agriculture, finances, affaires étrangères).

A ce jeu, le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, voulu par Valéry Giscard d'Estaing, est détourné de son objet initial. La où devraient naître l'impulsion et l'unité européennes, c'est au contraire les divergences qui violent le jour.

Un tel gâchis de talents, de compétences et d'espérances ne peut se poursuivre sans risques pour l'avenir de la construction européenne. Quant au Parlement européen, il lui reste à devenir majeur. Les critiques qui ont entouré sa première année après l'élection au suffrage universel sont certes excessives au regard du travail réel et souvent très approfondi qu'il s'est accompli sous la présidence exemplaire de Simone Veil.

Il n'en demeure pas moins qu'en se laissant aller aux démons de la politique politicienne, en voulant tout aborder (la situation en Corse, les droits de l'homme, sur les cinq continents de la planète, le dumping sur les baïonnettes...), le Parlement tombe dans un double piège. Il donne des arguments aux « nationalistes », en permanence à l'affût des entorses faites aux traités. Plus grave encore, en abusant des demandes de dissolution d'urgence, en exploitant les faiblesses d'un règlement encore imparfait, il accroît une fausse impression de « pagaille », faisant oublier et passer au second plan le sérieux et l'importance des travaux qu'il entreprend.

En résumé, le Parlement doit se discipliner et concentrer ses travaux sur les problèmes spécifiquement européens. Impartiale dans ses structures, l'Europe est aussi atteinte dans son idéal. Défendre des équilibres précaires et les acquiescer au passé ne permet pas de dégager des perspectives et de répondre à la vraie question : « Peut-on trouver dans le cadre européen certaines solutions aux défis du monde contemporain et à la crise que nous traversons ? »

La réponse ne semble évidente.

Il y a plus de vingt ans, les circonstances ont imposé la PAC (Politique agricole commune). Attaquée injustement par ceux qui ont oublié l'histoire, cette politique a été un réel succès, ne serait-ce qu'en permettant à l'Europe de devenir autosuffisante sur le plan alimentaire.

Le temps a fait son œuvre, et si la PAC doit être sauvegardée, il faut aussi qu'elle soit adaptée. Le coût des accidents laitiers doit diminuer et de nouvelles orientations doivent être prises pour dynamiser et aider certains secteurs prioritaires et les petits agriculteurs. L'évolution de la PAC devra également être très prudemment étudiée dans la perspective de l'élargissement à la Grèce, puis à l'Espagne et au Portugal, de la Communauté.

Mais les événements des cinq dernières années nous interpellent et imposent à l'évidence la PEC (Politique commune de l'énergie). Celle-ci permettrait d'investir ensemble avec une efficacité accrue :

- Pour les recherches considérables qu'exigent les énergies nouvelles (solaire, biomasse par la génétique industrielle, géothermie...), qui, dans l'état actuel des découvertes, ne permettront de couvrir que 4 à 7 % de nos besoins en énergie à la fin du siècle ;
- Pour les investissements gigantesques nécessaires à la mise en œuvre des technologies nouvelles (gazéification de la houille, forages pétroliers à grande profondeur...);
- Pour mettre en œuvre une politique électronucléaire volontariste avec des normes de sûreté et de sécurité européennes ;
- Pour parler d'une seule voix avec les pays producteurs de pétrole.

Afin de financer cette PEC et d'autres politiques communes dont l'utilité devrait s'imposer au cours des années, il faudra de nouvelles ressources propres à la Communauté. Je crois à cet égard que nous devrions envisager de monter le plafond de la T.V.A. de 1 % à 2 %. Et à ceux qui viendraient à une pression fiscale supplémentaire, je répondrais que ma conviction est que, bien au contraire, ce serait une meilleure utilisation de l'argent des contribuables. Car il semble évident qu'une seule politique énergétique sera plus efficace, et donc moins onéreuse, que neuf politiques nationales.

On m'opposera là aux récentes déclarations du président de la République, qui s'est montré hostile à l'augmentation des ressources propres à la Communauté, en particulier en augmentant la part de la T.V.A. à 2 %.

Je dirais simplement qu'aujourd'hui, confronté à l'Etat et au fonctionnement des structures de la Communauté que je décrivais en introduction, Valéry Giscard d'Estaing a raison. Pour investir dans une société, quelle que soit sa forme, il faut avoir confiance. Et, actuellement, les raisons objectives de cette orientation n'existent pas encore.

Mais les Européens doivent être les disciples de Saint-Exupéry : « Si tu veux réunir les hommes, apprends-leur à bâtir ensemble ».

Une nouvelle Commission va être nommée. Sous les coups de boutoir français, le conseil commence à se réorganiser. Le Parlement peut et doit s'émouvoir. Alors la route sera tracée pour une nouvelle dynamique de l'esprit européen.

(\*) Membre de l'Assemblée européenne, du conseil national de l'U.D.F., et du bureau du parti radical.

● M. Giscard d'Estaing et sa famille ont terminé son voyage privé dans le Sud-Ouest en visitant le village d'Anville, près de Moissac. La famille présidentielle a rejoint le fort de Brégançon à bord d'un hélicoptère 50, à partir d'Agde, via Bayonne.

● M. Raymond Barre a quitté Paris le 7 août pour prendre une quinzaine de jours de vacances dans le Midi.

● M. Jean-Pierre Abellet, député U.D.F. de la Vienne, demande, dans une question écrite adressée, le 1<sup>er</sup> août, au ministre de la défense, l'assou-

plissement de la réglementation en vigueur pour les jeunes créateurs d'entreprises appelées à affecter le service national, « au moins dans les cas précis où le départ au service des jeunes gens concernés mettrait en péril l'existence des entreprises qu'ils ont créées ».

● M. Hector Rolland, député R.P.R. de l'Allier, maire de Moulins, a fait savoir publiquement qu'il restait attaché à M. Jacques Chirac. Il reproche à M. Debré de porter un coup au R.P.R. en se présentant à l'élection présidentielle.

Le Groupe de libération armée commet un quatrième attentat en six mois

De notre correspondant

Port-de-France. — Dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 août, un attentat à la bombe a été perpétré contre une gendarmerie de la commune de Sainte-Anne, à la Guadeloupe. Cet attentat, qui n'a pas fait de victimes, a été revendiqué par le G.L.A. (Groupe de libération armée). C'est le quatrième en six mois.

Dans une lettre publiée le 29 juillet par le journal martiniquais le *Nord*, le G.L.A. déclarait : « Le G.L.A. est le bras armé du peuple guadeloupéen en colère, car il est composé de fils et de filles du peuple riches et mécontents. Cette lettre implacable contre l'occupant français, ennemi véritable du peuple guadeloupéen (...). Des maintenant nous informons les forces françaises que notre prochaine cible sera soit un C.R.S., un gendarme ou un officier des Forces armées françaises. Cette lettre est notre dernière. Nous réitérons une action visant à empêcher la France d'occuper la Guadeloupe. Patriotes conscients de la politique économique de la France, qui tend à détruire le potentiel industriel de la Guadeloupe, nous ne saurons admet-

tre la fermeture annoncée d'une telle unité productive ».

La police a opéré de nombreuses perquisitions dans les milieux autonomistes indépendants et syndicaux de l'île. Ces milieux avaient annoncé publiquement leur intention de réagir contre ce qu'ils appellent une « fascisation du régime colonial ». Le maire communiste de la commune de Sainte-Anne, M. Hégésippe Ibene, a cependant déclaré : « Je ne peux pas approuver le tout de telles méthodes (qui) sont d'ailleurs souvent le fait de l'extrême droite ».

Par ailleurs, toujours dans son numéro du 29 juillet, le journal le *Nord* a publié une lettre du G.L.A. (Groupe révolutionnaire armé de la jeunesse). Implanté en Guyane, le G.L.A.J. s'est ainsi que l'on nomme en Guyane le dangereux serpent-minute écrit : « Depuis plusieurs semaines, les forces françaises traquent et harcèlent les milieux autonomistes guyanais. Perquisitions, arrestations, le cortège est rituel. Rituels aussi nos réponses, mais libres ».

Rapportons que quatre militants indépendantistes guyanais ont été récemment déportés devant la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde du 18 juillet). — P. R.

LA POLICE ESTIME AVOIR ARRÊTÉ DEUX RESPONSABLES IMPORTANTS DU F.L.N.C.

Deux militants présumés du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), MM. Jean-Paul Perrot, trente ans, originaire de Rabat (Maroc), et Jean-Paul Albertini, vingt-cinq ans, ont été arrêtés à Marseille quelques heures après M. Leonelli, à Tassin, le 4 août. Ils ont été remis à la police judiciaire de Marseille, estimant avoir arrêté deux responsables de haut niveau du F.L.N.C. Selon elle, M. Perrot a reconnu sa participation à l'attentat à l'assaut en Corse depuis 1976, notamment le pistage du château de M. Béghin, et sur le continent, la destruction d'un pylône électrique dans l'île de Corse. Les policiers sont persuadés que les deux hommes se préparaient à commettre de nouveaux attentats en Corse et sur le continent à partir de septembre.

D'autre part, M. Jeanick Leonelli, trente et un ans, qui a reconnu avoir participé au mitraillage, le 14 mai, des deux généraux mobiles en faction devant l'hôtel de ville de Paris, a été déporté, samedi 9 août, devant le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde du 9 août). Sur réquisition, M. Jeanick Leonelli a été placé sous mandat d'arrêt. L'inculpation de violence et de blessures contre des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de celles-ci avec intention de donner la mort. Ce crime, ainsi qualifié, est passible de la peine de mort, au terme de l'article 233 du code pénal. M. Leonelli est sous mandat d'arrêt à l'inculpation de l'intégrité du territoire et écorché.

Le service régional de la police judiciaire de Marseille estime avoir arrêté deux responsables de haut niveau du F.L.N.C. Selon elle, M. Perrot a reconnu sa participation à l'attentat à l'assaut en Corse depuis 1976, notamment le pistage du château de M. Béghin, et sur le continent, la destruction d'un pylône électrique dans l'île de Corse. Les policiers sont persuadés que les deux hommes se préparaient à commettre de nouveaux attentats en Corse et sur le continent à partir de septembre.

D'autre part, M. Jeanick Leonelli, trente et un ans, qui a reconnu avoir participé au mitraillage, le 14 mai, des deux généraux mobiles en faction devant l'hôtel de ville de Paris, a été déporté, samedi 9 août, devant le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde du 9 août).

Sur réquisition, M. Jeanick Leonelli a été placé sous mandat d'arrêt. L'inculpation de violence et de blessures contre des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de celles-ci avec intention de donner la mort. Ce crime, ainsi qualifié, est passible de la peine de mort, au terme de l'article 233 du code pénal. M. Leonelli est sous mandat d'arrêt à l'inculpation de l'intégrité du territoire et écorché.

Le *Journal du dimanche*, édité par la SOGIDE S.A., filiale de la Librairie Hachette, n'est pas passé sous le contrôle de M. Jean-Charles Lignéol, P.-D.G. de la société Delaroc, éditrice du *Journal du dimanche*. Trois sociétés sur les quatre, actives du capital de la SOGIDE, se sont prononcées contre cette prise de contrôle de l'hébergement, a-t-on appris à l'issue du conseil d'administration de la Librairie Hachette, réuni le 8 août (le Monde du 9 août).

Les représentants de Presse Information (qui détiennent 4 % des parts de la SOGIDE), d'Edimonde (30 %) et de la S.G.I.P. (10 %) présents au conseil de Hachette se sont prononcés contre la transaction projetée, alors que France Editions et publications (FREP, 18 %) n'a pas donné d'avis, son conseil n'ayant pu être réuni en cette période de vacances.

Ainsi prend momentané-ment fin la guerre des communications contradictoires ouverte le 7 août par M. Jean-Charles Lignéol. Ce jour-là en effet, ce dernier annonçait à Lyon que la société Delaroc avait pris le contrôle de la SOGIDE par un convention en date du 30 juillet.

Pour couper court à diverses rumeurs parues dans la presse, la direction de la F.E.P., éditrice de *Elle*, a dément formellement

DÉGÈS DE M. EDOUARD RAMONET, ANCIEN MINISTRE

M. Edouard Ramonet, ancien ministre, ancien député, ancien maire de Châteauroux, est décédé à Paris le 4 août. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né le 14 juin 1909 à Carrière (Yvelines-Orientales), professeur d'économie, il a été député de la 1<sup>re</sup> circonscription de Châteauroux de 1957 à 1962. Il a été ministre de l'Industrie de 1957 à 1958, ministre de l'Industrie de 1958 à 1959, et membre du conseil économique et social de 1959 à 1964. M. Ramonet a perdu son mandat de député de l'Indre en 1958.

CORRESPONDANCE

A propos des deux guerres mondiales

M. Daniel Mayer, président de la Ligue internationale des droits de l'homme, nous écrit : J'ai lu, dans l'édition du 10 août, de la France et de l'Allemagne, la parution de *« Les deux guerres mondiales »* de M. Daniel Mayer. Je me réjouis d'une telle affirmation d'identité entre les deux conflits. Ni les hommes ni les prétextes, ni les mobiles avoués ne sont identiques. Ce n'est pas à la France, mais à l'Allemagne, que Hitler a déclaré la guerre. Sa volonté de domination n'a rien de celle des seigneurs du reste du monde, les annexions successives de territoires étrangers auxquelles il a procédé n'ont rien de commun avec les objectifs de Guillaume II en 1914. Quant aux méthodes employées, notamment la destruction de tout ce qui n'est pas « aryen », les déportations, les camps d'extermination, les fours crématoires, il n'est pas besoin de les rappeler aux lecteurs du

« Monde ». Au nom même de l'entente entre les deux peuples, il convient justement de distinguer entre les deux conflits. C'est une des raisons qui m'ont fait regretter que le président de la République tente de supprimer le caractère férié du 8 mai pour conserver celui du 11 novembre. S'il fallait à tout prix, au nom du rapprochement entre les deux nations, barrer de notre calendrier une de ces dates, mieux vaudrait valoir que ce fût le 11 novembre, anniversaire d'une victoire française sur l'Allemagne. Ainsi le 8 mai aurait conservé son caractère véritablement significatif : la victoire de tous les peuples libres, y compris du peuple allemand, sur le nazisme, ainsi dépourvu de son origine germanique. Encore une « résurgence », cette fois entre Giscard d'Estaing et l'immense majorité des Français ayant contribué à la résistance contre le nazisme.

PRESSE

Hachette s'oppose à la vente du « Journal du dimanche » à M. Jean-Charles Lignéol

Le *Journal du dimanche*, édité par la SOGIDE S.A., filiale de la Librairie Hachette, n'est pas passé sous le contrôle de M. Jean-Charles Lignéol, P.-D.G. de la société Delaroc, éditrice du *Journal du dimanche*. Trois sociétés sur les quatre, actives du capital de la SOGIDE, se sont prononcées contre cette prise de contrôle de l'hébergement, a-t-on appris à l'issue du conseil d'administration de la Librairie Hachette, réuni le 8 août (le Monde du 9 août).

Les représentants de Presse Information (qui détiennent 4 % des parts de la SOGIDE), d'Edimonde (30 %) et de la S.G.I.P. (10 %) présents au conseil de Hachette se sont prononcés contre la transaction projetée, alors que France Editions et publications (FREP, 18 %) n'a pas donné d'avis, son conseil n'ayant pu être réuni en cette période de vacances.

Ainsi prend momentané-ment fin la guerre des communications contradictoires ouverte le 7 août par M. Jean-Charles Lignéol. Ce jour-là en effet, ce dernier annonçait à Lyon que la société Delaroc avait pris le contrôle de la SOGIDE par un convention en date du 30 juillet.

Pour couper court à diverses rumeurs parues dans la presse, la direction de la F.E.P., éditrice de *Elle*, a dément formellement

Trente ans de Giscard ?

(Suite de la première page.)

Ces observations sont, me semble-t-il, partagées bien au-delà de la gauche. Elles sont de simple bon sens. En théorie, toutes les formations politiques acceptent l'idée d'alternance. Comment d'ailleurs faire autrement sans passer pour dictatorial ? Mais dans les faits, quelques interrogations sont permises.

L'attitude du parti giscardien d'abord comporte deux entraves sérieuses à l'alternance. D'une part, il monopolise le pouvoir comme sans doute jamais depuis 1945. Oui, voici l'Etat U.D.F. L'exécutif est tout entier absorbé entre les mains du président et l'Élysée qui l'entoure. Le législatif discute peu et ne vote plus. Le judiciaire végète sous fiction d'indépendance. Et le quatrième pouvoir — ou le premier, l'information, confond souvent l'analyse et la propagande, traquant la faiblesse d'inspiration pour le devoir de révélation. Tout pouvoir, certes, veut aller jusqu'au bout de lui-même, rencontrer ses bornes. Le risque avec le parti giscardien, c'est qu'il met en place habilement des mécanismes pour effacer les bornes.

Une autre observation s'impose : il n'y a pas d'acceptation réelle de l'alternance sans acceptation de l'alternative. Or ce régime, en fait, la refuse. Le président de la République sur le mode de l'évidence

anesthésiant, le premier ministre sur le ton de la leçon péremptoire répétant qu'il n'existe pas d'autre politique que la leur. Les opposants sont déclarés, par nature, incompétents. Leurs propos, irresponsables. La notion de choix politique, elle-même, est vidée de sens puisque dans cette présentation manichéenne des affaires publiques, la stratégie giscardienne s'oppose au reste comme d'un côté le royaume du bien et de l'autre, l'empire du mal.

Dans sa revendication d'alternance, le R.P.R., lui aussi, souffre de quelques handicaps. S'il n'est plus le pouvoir, il reste au pouvoir. Le bilan qu'il a obtenu, de 1974 à 1976 alors que son chef était premier ministre, est connu. Il ne lui est donc pas facile de prétendre offrir une alternance crédible alors qu'il est responsable des résultats de l'action entreprise et qu'il en permet la poursuite. Bref, sa logique apparaît très particulière : celle d'un procureur aux requêtes redoutables mais qui conclut toujours à l'acquiescement.

Avec le parti communiste, c'est une autre affaire. Dans le programme commun de 1972, les socialistes ont parvenus à faire admettre que la démocratie suppose d'accepter l'alternance. Cette acceptation n'a pas été remise en cause. En d'autres termes, si un gouvernement de gauche est battu aux élections, il s'en ira. Encore faut-il que ce gouvernement arrive au pouvoir. Et c'est là où le bât blesse. De nombreux observateurs ont, en effet, des doutes sur la volonté actuelle des dirigeants communistes d'accéder au pouvoir. L'exemple de 1978 est malheureusement démonstratif.

Car enfin, au-delà de la subtilité des analyses, croit-on sérieusement qu'avec le chômage, l'inflation, le record européen des inégalités et l'almahach des scandales, Giscard serait encore en place si Marchais, en divulguant la gauche ne lui avait donné un sérieux coup de main ? L'afghanistan aidant, cela ne va-t-il pas recommencer en 1981, voilà la question posée par beaucoup, pour qui la direction du P.C.F. apparaît aujourd'hui plutôt comme une force d'opposition que d'alternance. D'autant plus revendicative et intransigeante qu'elle ne souhaiterait pas réellement le pouvoir. Mais d'une opposition en fin de compte stérile car elle ne déboucherait sur rien. L'un des enjeux des prochaines élections sera précisément de faire mesurer aux gens de bonne foi où se situe véritablement entre toutes ces forces, la volonté de changement.

Le parti socialiste est-il donc le seul à vouloir le changement ? Je ne crois pas. Il représente en cela des millions et des millions de Français qui, au-delà des étiquettes, souhaitent que les choses changent car ils en ont assez des injustices, des égoïsmes et des démissions ; qui demandent une autre politique, qui avant que le changement passe par une alternance impliquant non seulement un remplacement des équipes, mais une volonté, un effort, un projet vers des rapports économiques, sociaux, culturels, humains différents. Ne nous arrêtons donc pas aux attitudes de certains appareils. L'alternance est possible. Elle passe, selon l'expression de François Mitterrand, par le « rassemblement populaire autour du parti socialiste ».

Cela en vaut-il la peine ? Assurément. Un septennat, c'est beaucoup. Deux septennats, c'est trop. Mais trente ans de Giscard, c'est beaucoup trop.

LAURENT FABUS.

M. JOBERT CONTESTE LA NOTION DE « MAJORITÉ A VIE »

Dans son bulletin mensuel *La Lettre* de Michel Jobert, l'ancien ministre écrit : « On a vu, au fil des années, se développer la notion de « majorité », hors de laquelle il n'y aurait pas de salut, juste l'enfer de l'opposition ». M. Debré poussait d'ailleurs le général de Gaulle à cette commodité simpliste, qui n'était ni dans l'esprit de celui-ci ni dans celui de la Constitution. La conséquence de cette altération du jeu politique est que, entre la « majorité » et le président qui se sert d'elle, le lien devient incertain, inconditionnel, indéfini par conséquent. Comme si la fonction de la « majorité » était de réitérer la présidence de la République à vie, sans contestation. Que tout les « majoritaires » d'aujourd'hui qu'ils soient candidats déclarés ou potentiels, votent bien à quel escro ou à quelle dévotion ils se sont condamnés ? »

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.



Le Monde

# société

Paris

Les estivants de l'île du Levant réclament le départ de la brigade de police

## L'inspecteur et les vacanciers

De notre envoyé spécial

Le Lavandou (Var). — L'île du Levant, au large du Lavandou, ouverte aux touristes en 1931 par le docteur Durville, demeure leur Mecca. Sur la place, et là seulement, il est obligatoire de porter un « minimum » — entendez un petit rien, ficelle ou ceinture de coquillages, dissimulant l'essentiel. Les « estivants », les personnes qui portent des maillots, sont cependant tolérés.

Hors saison, les résidents sont une petite centaine. L'été, en revanche, près de deux mille personnes envahissent l'île. Ou plutôt les quelques 10 % de la surface de l'île laissent libre par la mer nationale : 4 kilomètres carrés de maquis à peine arborés. Hormis trois ou quatre camionnettes vétustes, pas de circulation sur l'île civile, pas d'électricité non plus. Les rares cabines téléphoniques sont savamment dissimulées sous des guirlandes de chèvrefeuille.

« Le Levant est un vrai petit paradis », dit un consommateur accablé au bar, mais il n'y a pas que des saints ! Depuis le début de juillet, les estivants grognent contre les policiers de la brigade d'été, un inspecteur principal, venu de Rosne (Loire), pour la troisième année consécutive, assisté de deux gardiens de la C.R.S. de Marseille.

L'hiver, il n'y a dans l'île qu'un seul garde municipal. « Quand il y a un problème, ce qui est rare, on se débrouille entre nous », assure-t-il. Mais ces renforts sont envoyés à la demande de la mairie d'Hyères (Var) dont dépend l'île du Levant.

Excès de zèle ou mauvaise humeur ? Les estivants s'interrogent sur l'attitude des trois policiers, et principalement de l'inspecteur, M. Aguilhon. « On a l'impression qu'il est décidé à chercher noise à tout le monde », dit l'un des propriétaires de bar. Aucun d'eux n'a de licence pour vendre de l'alcool, mais, de mémoire de Lavandou, tous en ont toujours vendu.

### Contre-pétition

Il est une heure du matin. L'inspecteur Aguilhon, débordé, appelle à la rescousse les marins de la base qui arrivent aussitôt avec un chien policier. Les protestations redoublent et dans la confusion, on libère l'enfant belge. La jeune femme, quant à elle, après avoir subi une prise de sang, et non sans avoir fait constater qu'elle a reçu des coups, est libérée au petit matin. Elle déposera plainte.

L'adjoint au maire d'Hyères, M. Jacques Viale, a demandé au maire que les trois policiers soient mutés. Une pétition ayant recueilli près de deux cents signatures était jointe à sa demande.

Depuis ces incidents, l'émotion reste vive sur l'île. M. Aguilhon, en mai, de la base, assis dans son bureau à l'heure de la sieste, explique : « S'il y a une affaire où nous sommes blancs comme neige, c'est bien celle-ci. » Il affirme qu'une contre-pétition, en faveur des policiers, circule actuellement.

Au commissariat d'Hyères, on s'efforce de minimiser l'incident, laissant entendre que les naturalistes ne sont pas faciles à vivre. Mais voilà : tout le monde lit et en vacances et n'a que faire des conventions de la vie habituelle. « Ici, chacun est libre et fait ce qu'il veut. On n'a pas besoin d'eux », dit le propriétaire d'un bar.

CHRISTIAN COLCOMBET.

## DES NUDISTES DEVANT LA GROTTE DE LOURDES

(De notre correspondant)

Tarbes. — Le spectacle de nudistes à proximité du sanctuaire de Lourdes provoque l'indignation des responsables des pèlerinages qui dans le Journal de la grotte de Lourdes, reproduisent un éditorial sur ce sujet paru le 9 août, dans la Croix du Midi, un hebdomadaire de Toulouse. « Le quotidien de Lourdes », dit-il, « est pris récemment avec une virulence peu commune aux journaux étrangers qui, au mépris de toute pudeur, viennent prouver le nudisme sur les plages sénégalaises. Le quotidien se demande si le statut de tout « risé (...) confère une liberté souveraine qui fasse fi des lois, coutumes et conventions sociales du pays visité ».

« On pourrait ces derniers jours se poser les mêmes questions et pour les mêmes motifs dans les sanctuaires de Lourdes. La prière face à la grotte qui fait partie du domaine marial a été le théâtre, des aussi, des mêmes faits que les plages sénégalaises. Aux réprimandes des gardes des sanctuaires, les touristes ont répondu avec un air d'innocence et en ouvrant des yeux effarés qu'ils voulaient seulement braver ». Exemples assez rares lorsqu'ils sont l'objet de tels excès, mais il y a tout le reste. Les tenues des visiteurs — on n'ose dire des pèlerins — vont jusqu'à des vêtements qu'il n'y a plus de laisser-aller que dans les stations balnéaires les plus libérales.

« Les gardes surveillent. Leurs avisements sont mal reçus. Leur tâche n'est pas facile. Autrement dit, on ne peut pas passer la procession du Saint-Sacrement, cigarette aux lèvres. Sur dix hommes il y a une moyenne de huit femmes. Aux remarques des gardes, elles répondent avec arrogance ». — G. D.

## MÉDECINE

A l'université de San-Diego (Californie)

## Une erreur de manipulation génétique entraîne la suppression de recherches sur un virus

De notre correspondant

Los Angeles. — A San-Diego (Californie), le 23 juillet dernier, une commission pluridisciplinaire chargée, dans le cadre de la loi de contrôle des activités des chercheurs de Bio-Safety Committee, ordonnait au professeur Samuel Kennedy de suspendre ses travaux. A la suite d'une erreur de manipulation génétique l'un des chercheurs de son équipe avait, en effet, provoqué la multiplication d'un virus potentiellement dangereux.

Le professeur Samuel Ian Kennedy jouit d'une excellente réputation dans les milieux scientifiques. Biologiste, spécialisé en virologie, il a quitté la Grande-Bretagne il y a trois ans pour continuer ses travaux à l'université de Californie à San-Diego. Il y a huit mois, dans son laboratoire, il entreprenait avec son équipe la fabrication, par clonage, d'un gène viral pouvant être utilisé comme vaccin contre le virus « Sindbis » propagé par certains moustiques en Afrique orientale. Ce virus ne provoque pas, chez l'homme, de maladies graves : une fièvre et quelques maux de tête. A l'aide de son équipe (une centaine de personnes) le professeur Kennedy cherchait à incorporer au patrimoine génétique d'une bactérie le gène du virus, afin de rendre possible la synthèse des protéines antigéniques. Du moins

croyait-il que le matériel génétique utilisé était celui d'un virus « Sindbis ». En fait, il s'agissait du matériel d'un autre virus. Le 23 juillet, des analyses conduites par le laboratoire du département de la santé publique à Berkeley confirmèrent la confusion : le patrimoine génétique utilisé pour le clonage était celui d'un virus « vici », le virus « Cemi » (du nom d'une forêt d'Ouganda où on le retrouve fréquemment).

Selon un spécialiste des maladies infectieuses à l'université de Los Angeles, le virus « Cemi » est dangereux surtout pour les animaux chez qui il peut déclencher une encéphalite.

Le professeur Kennedy, le mercredi 7 août, confirma l'hypothèse d'une confusion entre les deux virus, mais il avouait qu'il ne savait pas encore comment cette erreur avait pu se produire. Il a, d'autre part, assuré que les deux virus sur lesquels il travaille sont parfaitement inoffensifs pour l'homme. Le professeur Gordon Gill, président du Bio-Safety Committee, a aussi rassuré le public : le clonage a été fait avec le matériel de laboratoire et les laboratoires n'ont couru aucun risque.

L'enquête devrait déterminer, dans les semaines à venir, si le professeur Kennedy a violé les normes de sécurité. Les manipulations génétiques, par le gouvernement fédéral.

SYLVIE CROSSMAN.

## FAITS DIVERS

● L'accident du DC-8 tuilien en juin : pas de bombe à bord. — Le procureur chargé de l'enquête sur la catastrophe aérienne qui fit quatre-vingt-un morts en juin dernier a déclaré le 8 août, l'hypothèse selon laquelle la chute de l'appareil dans la mer tyrrénienne aurait pu être provoquée par l'explosion d'une bombe (le DC-8 était parti de Rome le 29 juin). Aucune trace de brûlures n'a été relevée sur le corps des victimes ni sur les débris de l'appareil qui ont été repêchés. De telles traces « auraient été évidentes en cas d'explosion d'une bombe », a estimé le procureur. — (A. F.)

● Trente-cinq kilos d'huiles de cannabis ont été saisis, lundi 4 août, à Marseille. La drogue

## Le cyclone Allen menace les côtes du Mexique et du Texas

La Martinique est déclarée « zone sinistrée »

Les régions qui bordent le golfe du Mexique, de part et d'autre de la frontière américano-mexicaine, ont été placées, le vendredi 8 août, en état de pré-alerte, en prévision de l'arrivée éventuelle du cyclone tropical Allen.

Au Mexique, l'armée a été mise en état d'alerte dans la région menacée, tandis que, au Texas, plusieurs dizaines de milliers de personnes évacuaient leurs habitations.

Le nombre des victimes d'Allen ne cesse de s'accroître et dépasse désormais la centaine de morts. Le gouvernement du Mexique, qui a été touché mardi par le cyclone, faisait état vendredi de cinquante-six morts au moins, un chiffre qui pourrait encore augmenter, les communications commençant seulement à être rétablies avec certaines agglomérations. Quatre morts étaient signalés à Cuba.

Une vingtaine de personnes sont mortes ou ont été portées disparues, vendredi, dans le golfe du Mexique : six personnes ont été victimes du chavirement d'un remorqueur respectant la côte, tandis que treize étaient tuées dans un accident d'hélicoptère ; dans les deux cas, les victimes, travaillant sur des plateformes pétrolières en mer, étaient en cours d'évacuation.

Les autorités du port colombien de Barranquilla ont annoncé la disparition de dix-sept personnes au moins, après les pluies diluviennes, qui se sont abattues, jeudi soir, lors du passage de l'une des « queues » du cyclone,

et qui ont noyé l'un des quartiers de la ville. D'autre part, les trente-quatre communes du département de la Martinique ont été déclarées vendredi « zones sinistrées » par le préfet de région, M. Marcel Julia, après le passage du cyclone dans la nuit du 3 au 4 août.

Le préfet a annoncé la création d'un comité départemental d'aide aux sinistrés et la mise à la disposition des maires d'un crédit de première urgence. En outre, les prix des denrées alimentaires ont été bloqués pour deux mois.

M. Julia a indiqué, vendredi, que huit cent quarante-deux personnes étaient sinistrées, mille cinq cents maisons endommagées, les bananeraies détruites à cent pour cent et la récolte d'avocats à soixante-dix pour cent. La circulation routière est maintenant rétablie sur l'ensemble du département, ainsi que l'électricité, à l'exception de deux quartiers d'une commune du nord de l'île. Il faudra, en revanche, attendre plusieurs semaines pour que toutes les lignes téléphoniques soient rétablies.

Les pertes pour la profession bananière s'évaluent à environ 200 millions de francs, a déclaré, pour sa part, M. Jean-Claude Theau, administrateur de la SICABAN (Société industrielle et commerciale de l'agriculture et de la banane). Pour l'instant, les planteurs s'organisent pour récolter les 7400 tonnes de fruits encore récupérables. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

## « Super-tempêtes »

Il existe deux systèmes de classification des cyclones tropicaux de la zone des Caraïbes.

La première, celle de Saffir-Simpson, établie avant les satellites météorologiques, est fondée sur la pression au centre du cyclone et la vitesse des vents tourbillonnants autour de ce centre ; cette vitesse étant, évidemment, liée au gradient de pression entre l'extérieur et le centre du cyclone. Plus le gra-

dient est élevé, plus les vents sont violents et les dégâts importants.

● Classe I : pression égale ou supérieure à 980 millibars (rappelons que la pression atmosphérique moyenne est de 1 015 mmb) ; vitesse des vents de l'ordre de 130 kilomètres dans l'heure ; dégâts minimes.

● Classe II : pression comprise entre 979 et 965 mmb ; vitesse des vents entre 150 et 190 kmh ; dégâts modérés.

● Classe III : pression comprise entre 964 et 945 mmb ; vents de l'ordre de 240 kmh ; dégâts importants.

● Classe IV : pression comprise entre 944 et 920 mmb ; vents compris entre 300 et 350 kmh ; dégâts extrêmes.

● Classe V : pression inférieure à 920 mmb ; vents supérieurs à 350 kmh ; dégâts catastrophiques.

Allen (le cyclone, actuel) et David (le cyclone qui a ravagé, en 1979, les Antilles et la côte américaine de la Floride jusqu'à New-York) sont de la classe V. La pression au centre d'Allen était, le 8 août, de 899 mmb. Celle de Camille, un cyclone d'août 1969, de 901 mmb. Le minimum connu pour la région, 892 mmb, ayant été relevé lors du cyclone — pas encore baptisé à l'époque — qui est passé sur la Floride le 3 septembre 1955.

Le deuxième système de classification des cyclones tropicaux est celui de « Dvorak », est fondé sur l'aspect et l'évolution du phénomène observés grâce aux images prises par satellites, ainsi bien dans l'infrarouge que dans le spectre visible. Le système « Dvorak » comprend six classes (que l'on pourrait qualifier de normales et de sept autres regroupant les super-tempêtes). David et Allen sont probablement dans les super-tempêtes.

Ces deux classifications ont été faites pour les cyclones tropicaux des Caraïbes (les hurricanes). Les cyclones tropicaux de l'océan Indien (qui n'ont pas de noms régionaux spécifiques), ceux d'Asie-Orientale (les typhons), ceux d'Australie (les « cyclones »), sont, certes, des phénomènes analogues aux hurricanes, mais ils ont des caractéristiques légèrement différentes. Les pressions au centre des typhons de la mer de Chine sont particulièrement basses (864 mmb pour Irma, le 11 novembre 1979) et les diamètres de ces systèmes sont plus petits (de 300 à 400 kilomètres au lieu de 600 à 800 kilomètres pour les hurricanes). Les cyclones de l'océan Indien sont souvent un peu moins violents, mais les pluies qui les accompagnent sont diluviennes, au sens littéral du terme :

### Élévation du niveau de la mer

En plus des vents et des pluies, les cyclones tropicaux ont pour effet de faire monter le niveau de la mer. Plus la pression est basse, plus la mer se soulève, de 5 mètres environ pour les cyclones de classe IV (classification Saffir-Simpson) de plus de 6 mètres pour les cyclones de classe V. Lors du cyclone du Bangladesh, la mer est montée de 7 à 8 mètres, car le passage du cyclone a coïncidé avec une marée haute. Pour peu que la région côtière soit au ras de l'eau (comme c'est le cas au Bangladesh), le cyclone pousse la mer loin dans les terres.

Un cyclone tropical est un tourbillon atmosphérique qui tourne dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère nord (en sens inverse pour l'hémisphère sud). Il tire dans l'atmosphère de la chaleur de la mer. Dès que la température superficielle de celle-ci atteint 26 °C, une dépression banale peut grossir jusqu'à devenir cyclone tropical. Actuellement, dans l'Atlantique, à l'est des Antilles, dans la mer des Antilles et dans le golfe du Mexique, la surface de la mer atteint par endroits 29 °C. Or, la trajectoire d'un cyclone tropical coïncide avec les zones les plus chaudes de la mer, ce qui lui permet d'entretenir sa violence, ou même de l'accroître.

Tous les cyclones tropicaux des deux hémisphères se produisent pendant l'été et l'automne. Ils commencent tous par suivre une trajectoire qui a une composante est-ouest. Au-dessus d'une certaine latitude, ceux de l'hémisphère nord décrivent alors vers le nord une courbe qui leur fait prendre une trajectoire ayant une composante ouest-est (la courbe est dirigée vers le sud dans l'hémisphère sud). Ils perdent leur violence lorsqu'ils passent sur la terre ou lorsqu'ils arrivent sur des mers relativement froides.

YVONNE REBEYROL.

● L'Action d'urgence internationale, 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, lance un appel destiné à lui permettre d'aller porter son aide aux îles des Antilles touchées par le cyclone tropical Allen. C.C.F. Paris 6.887.00 T.

## JUSTICE

Prison avec sursis pour l'auteur d'une « bavure » de l'antidéfense

Périgueux. — Un homme, qui avait gravement blessé par balles un automobiliste, croyant tirer sur un cambrioleur, a été condamné à huit mois d'emprisonnement avec sursis mercredi 6 août par le tribunal correctionnel de Périgueux, qui a suivi les réquisitions du ministère public.

Le 18 août 1978, vers 3 heures, M. René Dabiane, trente-trois ans, était victime d'un accident de la route près de Saint-Cyr-la-Champagne (Dordogne), dans lequel l'un des passagers, qui voyageait avec lui était tué et deux autres blessés (le Monde daté 20-21 août 1978). M. Dabiane allait demander du secours dans une maison du voisinage. Son propriétaire, M. Méthillon, trente-quatre ans, qui avait été cambriolé quelques jours auparavant, pensa voir arriver un malfaiteur, et tira un coup de fusil, blessant très grièvement M. Dabiane, qui, depuis, n'a pu reprendre ses activités professionnelles. Pour ce préjudice, M. Méthillon devra verser à sa victime une provision de 60 000 F. — (Corresp.)

## Faits et jugements

Quinze jours de prison pour avoir maculé une stèle de Gaulle à Amboise

La stèle du général de Gaulle à Amboise a été maculée de peinture grise, dans la nuit du 24 au 25 juillet, par deux jeunes gens âgés respectivement de dix-huit et vingt et un ans. Il s'agit de Joël Le Gall, ouvrier indéterminé, et d'Odier Guerrier, chauffeur routier. Ils entendaient ainsi protester contre le manque de distractions dans cette ville, où l'on compte pourtant une maison des jeunes et de la culture. Le tribunal correctionnel de Tours les a condamnés respectivement à quinze jours d'emprisonnement ferme et à quinze jours avec sursis et à un franc de dommages et intérêts pour le préjudice moral subi par la ville d'Amboise. Les deux jeunes ont dû, en outre, s'acquitter des frais de nettoyage soit trois mille quatre cents francs.

● Un détective privé chargé de la protection de M. Walid Abou Zahar, directeur financier de l'hebdomadaire Al Watan al Arabi (31, rue Marbeuf à Paris), comparaitra le 27 août devant un tribunal correctionnel de Paris pour port d'arme prohibée. M. Abou Zahar, âgé de quarante-quatre ans, de nationalité française, avait un ami personnel de M. Abou Zahar. Il a été interpellé au siège du journal mardi 5 août alors qu'il était en possession d'un revolver 38 spécial. A la préfecture de police, on indique que M. Bass n'avait qu'une autorisation de détention d'arme assortie d'une autorisation de transport de son arme entre son domicile et le stand de tir où il s'entraîne régulièrement. M. Abou Zahar avait fait l'objet le 23 mai dernier d'une tentative d'attentat à son domicile de Neuilly (Hauts-de-Seine).

● Après l'agression contre un inspecteur de la D.S.T. (direction de la surveillance des territoires), M. Robert Raymond, jeudi 7 août, à Perpignan (le Monde du 8 août), les policiers ont arrêté, vendredi 8 août, une jeune femme dont l'identité n'a pas été révélée. On ignore encore pourquoi celui-ci, recherché pour vol de voitures, a tiré sur M. Raymond, le blessant à l'abdomen.

50 من الأصل







## En marge

● **PRECISION.** — Dans l'article consacré aux « premiers bilans, premiers projets » du festival d'Avignon (le Monde du 9 août), il fallait lire : « Le « off » a compté cette année environ deux milles représentations. » Et non deux mille spectacles.

## Les secrets du trio à cordes

Avec ses cinq mouvements d'une durée qui approche trois quarts d'heure, c'est une

Au rythme régulier de trois concerts chaque week-end jusqu'au 21 septembre : le vendredi à 12 heures, le samedi midi et le dimanche à 17 h 30, le Festival de Secourz réussit le tour de force d'offrir pendant tout l'éché des programmes variés où les talents les plus récents et ceux dont le talent est confirmé depuis longtemps se succèdent harmonieusement. Le récital du pianiste Pierre Rensch (dimanche 10 août) devrait retentir particulièrement fort.

**GÉRARD CONDE**

## La tournée d'été du Centre dramatique du Limousin

### «Le Bouillon d'onze heures»

Où il y a, dans l'empoisonnement de *du val Suzon*, de quoi faire pleurer Margot... Mais le centre dramatique national du Limousin va aussi, dans cette pièce, une fois de plus, de se rapprocher de son public. Centre, avec lui, en simplicité, les auteurs en scène, Jean-Pierre Laruy, parlant sur un ton et l'ironie critique des spectateurs. Au fil des représentations, rien ne permet d'affirmer que sa confiance ait été mal placée. Le théâtre empoisonné n'est heureusement pas forcément empoisonnant.

Fidélité à la tradition  
Cinéma d'art et d'essai les responsables du Festival ne comptent pas que des films en version originale : aussi bien des productions américaines, suisses, allemandes, françaises, italiennes, d'outre-part, des films auront lieu avec certains résumés des films suisses, des films allemands, des films américains (le Dernier Round, de Buster Keaton, John Ford his gun, de Dalton Trumbo, le Grand Silence, de Clint Eastwood, son his gun, de Dalton Trumbo, le Pré, de Paolo et Vittorio Taviani), suisses (Les Petits Enfants de l'Arctique, de Yves Yendo), (le Quinzième, de Steve Klavan, ouest-allemands (le Courroux de la tête, de Reinhold Heister, les Enfants (l'indomptable, Konrad Wolf), tures (Jezzi, d'Ögençtürk), grecs, belges, français (Corps à corps, de Philippe de Broca, Regards, de Claude Vautier), grande partie de la commune d'Air-en-Provence.

L'Association pour la promotion du Cinéma d'Art et d'Essai de la région de Québec, sous la direction de Jean-Pierre Bédoin, son premier festival international. Cette manifestation qui doit durer jusqu'au vendredi 30 août et qui a lieu dans la salle "Le Casino" de Bédoin, s'annonce comme nécessaire, dans une triple but : encourager l'essor des films d'art et d'essai peu souvent diffusés, faire savoir qu'il y a encore une salle publique qui veut présenter un festival de cinéma dans un milieu rural, site rarement choisi pour ce genre de rencontre. Enfin, « démocratiser » cet art en proposant des prix d'entrée abordables (10 ou 12 francs).

Fidèles à la tradition du Cinema d'art et d'essai, les responsables du Festival ne proposent que des films en version originale sous-titrée, à l'exception d'un titre à quinzaine, *Le Nuage* de Yasujiro Ozu. D'autre part, ceux de débats auront lieu avec certains réalisateurs des films au programme. Ce sera le cas pour certains films américains (le Dernier Romy de Buster Keaton, Johnny got his gun, de Dalton Trumbo...), de la Nouvelle Vague (le *Je t'aime, moi non plus* de Jean-Luc Godard, *Je t'aime, moi non plus* de Jean-Luc Godard, *Le Quinzième* de Sver Kring), ouest-allemands (le Courtain dans la tête, de Reinhard Haase), japonais (le *Renard blanc* de Matsunosuke, *Le Renard blanc* de Matsunosuke), russes (Bazou de Gali Ouzenboum), grecs, belges et français (Corps à corps de Paul Vecchiali, Répertoire, etc.). Les débats auront lieu à la salle de la commune d'Als (en-Provence).

## Pastellistes contemporains

(Suite de la première page.)

On n'en finirait pas de souligner les antithèses : les entreclos habités de Ripelle et les solidités constructions de Götz, pour rester dans l'obstruction ; les paysages magiquement transposés de Joan Mitchell et ceux, plus lisibles au premier degré de Beal ou de Ballif, sans omettre les nuagies modelés d'Orner ; les visages quasi sculptés par Bastow ou Beringer et les faces plus érudites centes de J. L. B. ou de Perlin, tant que Jaume campe un posant méditatif et une silhouette, vue de dos, qui s'éloigne.

On nous pardonnera pas mal d'omissions parmi les trente-deux pastillistes contemporains dont beaucoup ne se sent pas bormés à un seul envoi... mais on nous

Quarante-deux ans après sa mort, c'est le chanteur d'Opéra russe, Feodor Chaliapine, est réhabilité *de facto* par la création, à Moscou, dans la maison qu'il occupait avant son émigration, en 1922, d'un musée qui lui sera consacré. Ce musée est la réalisation, la *Litteraturnyaya pamiatnik*, organe de l'Union des écrivains d'U.R.S.S., souligne : « Feodor Chaliapine a été un ennemi de notre idéologie et de notre régime. Il est un grand ennemi de notre régime, un grand ennemi de notre peuple, un traître à son pays, à son peuple ». En outre, le chanteur « n'ayant jamais opté pour une nationalité étrangère, était resté jusqu'à sa mort citoyen de son pays ».

**«DIAPHANE» et «OUTPROOUO»**

## Les chemins de la guitare

Ils aiment le groupe *Weather Report* et ne démentent pas, cela s'avère, les productions *Mémoires de Jan Garbarek* ou *Torje Rypdal* : le fameux saxo du *Solo* manchoise *E.C.M.* Bref, ils ont le goût du travail bien fait. Mais cela s'empêche pas Pierre Perrat (guitare), Jean-Marc Lecomte (synthésiseur), Philippe Buvard (basse), Stéphane Flanchon (batterie), de jouer leur musique, avec aisance et inspiration. La combinaison des éléments rythmiques et mélodiques est parfaite, chaque exécutant venant alternativement soutenir le soliste ou prendre à son tour le chœur. Ainsi, les interventions de la guitare, en particulier, sont-elles nettes et sans bavures : elles ac-

L'ensemble se tient, puisque, encore une fois, il s'agissait de montrer que le pastel pouvait s'adapter à toutes les tendances, maintenant qu'il a reconquis ses lettres de noblesse.

Pastelliste certes, Maryan le prouve avec une série de bonshommes grimaçants, auxquels il est permis de joindre, techniquement parlant, ceux qu'il a « exécutés » au crayon gras. Mais, dans cette rétrospective qui s'étend de 1952 — lorsque ce rescapé d'Auschwitz terminait ses études à l'Ecole des beaux-arts de Paris — à 1976, quelques mois avant sa mort, ce sont naturellement les peintures qui prédominent.

Alors les considérations esthétiques importent peu, même si l'on observe dans l'évolution de cette trop brève carrière une démarche débutant par des aplats simplifiés, aux arêtes coupantes, à la Vilotto, pour aboutir à des formes de plus en plus complexes et bourgeonnantes, dans une débauche de couleurs violentes.

**Jeux de massacre où victimes et bourreaux grimpent alternativement sur l'estrade. L'humour masochiste de Maryan s'en donne à cœur-joie ou à cœur-peine : voyez**

A Airaines, gros bourg sur la route Paris-Calais, dans un prieuré restauré du seizième siècle, sont exposés jusqu'au 28 septembre les dessins de Georges Rouault sur le thème du Misérables, douze tapisseries de Manessier, des sculptures et pein-

14 h à 18 h).  
Toujours, dans la Somme, au Centre culturel de Saint-Riquier — qui jouxte la très belle abbaye — on peut voir jusqu'à fin septembre une exposition sur la vie rurale et artisanale en Picardie, avec notamment d'anciens instruments aratoires qui tendent aujourd'hui à disparaître des campagnes. En ce même centre culturel, Michel Degand, peintre cantonnier, expose jusqu'à fin août (tous les jours de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h).

Le carillon, « cet instrument » ? Il y a belle lurette que les professionnels et les amateurs du carillon ont fait démentir cette assertion. Le regain d'intérêt accordé, depuis quelques temps, à cette forme d'art musical tant sur le plan de la composition que sur celui de l'interprétation (le Monde du 27 juin) en donne la preuve. La création, cette année, du premier concours international de carillon par les responsables du quatrième Festival international de carillon de Dijon (qui a lieu en ce moment) en apporte une confirmation supplémentaire.

Parmi les professionnels, c'est M. Frank Deleu (école de Malines, Belgique) qui a remporté le prix d'interprétation, le troisième prix ayant été attribué à un autre Français, M. Didier Lannoy, de l'école de Douai (Nord). Une trentaine de concurrents appartenant à six nations (Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Etats-Unis) s'étaient

Rappelons d'autre part que le ministère de la culture et de la communication a annoncé qu'une aide serait accordée aux classes de curillon des conservatoires de Douai et de Tourcoing (le Monde du 3 août).

Et puisque la guitare — autre changement — connaît un regain marqué, il faut signaler le superbe disque — leur premier — que viennent de sortir Boulou et Elias Ferrel. Les deux frères rendent à Django Reinhardt un hommage plein d'amour et de dévotion, mais ils montrent en même temps l'originalité de leur travail, qu'ils joignent leurs propres compositions (*Svevlund*, une ravissante ballade) ou celles de Django (un étonnant *Nuages*).

**THOMAS FERENCZI**  
Diaphane, Cour. des Miracles,  
29 h. 15.  
Quiproquo, Lucernaire - Forum,  
22 h. 30.  
Boulez et Elies Ferré, Pour Django,  
Steepie Chase, S.C.S. 1120, MD 300.







# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Alexandre Zinoviev

Bernard Pivot recevait, vendredi soir, deux écrivains très dissimulés pour son émission estivale « Ah, vous écrivez » sur Antenne 2. Le professeur Jean Deloy, membre de l'Académie française, qui a publié, en 1979 et 1980, les deux premiers volumes de son autobiographie chez Gallimard. A partir d'un contrat de mariage du 28 décembre 1702 entre deux lointains ancêtres de sa mère, M. Deloy s'est attaché à identifier toute sa lignée maternelle depuis huit générations : des ingénieurs de la rue Saint-Jacques, des maîtres paravents, des éditeurs libraires, des violons du Roy. En fait, amusant, le professeur Deloy était à l'aise, et les questions de Bernard Pivot ne semblaient guère le gêner.

Il n'en alla pas de même avec Alexandre Zinoviev qui cachait mal l'étonnement poli qu'il ressentait devant les questions.

« François très moyen », que lui posait M. Pivot sur son dernier ouvrage paru en français l'« Antichambre du paradis », et sur ceux

qui les ont précédés depuis les Hauts de la Seine (1977 - l'âge d'homme à Lausanne), oubliant, au demeurant, les Notes d'un veilleur de nuit (1972).

La question de savoir « si le danger était stimulant pour l'écrivain », valut à Bernard Pivot de s'entendre confirmer la préférence de son interlocuteur pour une vie « tranquille et assurée ». Zinoviev répète qu'il n'est pas un écrivain professionnel, qu'il avait simplement eu la « chance », comme d'autres auteurs de son pays, d'avoir pu amasser tant de matériel sur la vie de la société soviétique. Les « histoires loufoques » contenues dans ses livres relevant-elles du procédé ? Son art du dialogue est-il celui de Woody Allen ? Là, Zinoviev doit expliquer le rôle de l'humour dans la société de l'U.R.S.S. sur le thème : « Il faut bien en rire de crainte d'en pleurer. » Parfois, les anecdotes qui paraissent les plus drôles me donnent envie de pleurer. La vie dans cette société est tellement effrayante que les

robes s'inversent : la tragédie devient risible et l'histoire drôle, tragique », dit-il.

L'art du dialogue ? C'est parce que, en U.R.S.S., les citoyens ont besoin de parler, de s'exprimer, à défaut de pouvoir agir, besoin de discuter, parfois jusqu'à l'aube.

La soif de lecture est grande. Le besoin de savoir, de connaître autre chose que la triste littérature officielle pousse les gens à prendre des risques. Lui-même, après avoir lu le Moscou sur vodka, d'Ernest, a vécu « comme dans un songe pendant plus d'une semaine ».

« En U.R.S.S., dit-il encore, nous avons un nouveau type d'homme à l'esprit varié, universel. Il aime tous les genres littéraires (le roman, la nouvelle, la poésie, les histoires drôles). Quand je n'étais qu'un lecteur, je voulais pouvoir lire tout cela. Quand je me suis mis à écrire, pour moi, pour une dizaine de lecteurs, tout cela est venu

naturellement (...). Ce que je veux observer, c'est la société communiste et non pas moi-même. Je fais mes livres comme une revue, usant de tous les genres pour ne pas ennuyer le lecteur. Œuvres d'art mes livres ? Non, des livres tout simplement. La Bible est-elle une œuvre d'art ? Je sais que l'on me lit en U.R.S.S., en Pologne, en Tchécoslovaquie, et cela me satisfait. Mon influence serait-elle plus grande si mes ouvrages étaient qu'un simple témoignage ? Mieux vaut bien inventer que mal décrire (...). Le communisme ne peut complètement briser l'homme, et la lutte pour l'humanité continuera ».

« Écrivez-vous pour sauver votre âme ? », demande Bernard Pivot. « Pas pour la sauvegarde, dirai-je philosophiquement. Pour l'exprimer la vie est courte et je ne voudrais pas mourir sans avoir eu le temps de faire part de l'expérience que j'ai eue ».

Am. B.

Samedi 9 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 19 h Trente millions d'amis. Spécial animaux abandonnés.
- 19 h 30 Émissions régionales.
- 19 h 40 Série : Frédéric.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Variétés : Mouskine. Avec Alicia Souchon.
- 21 h 20 Série : Starkey et Hutch. L'épidémie (première partie), avec J. Margolin, A. Buzon, J. Allouf. 7 Mars.
- 22 h 15 Série : C'est arrivé à Hollywood. Les rois du spectacle. La Symphonie magique, la Mélodie du bonheur, Papa longue fumée, New-York, New-York.
- 22 h 30 Musique du soir. L'ensemble vocal d'Avignon interprète des œuvres de Bruckner, Scriabin, Gabriel et Mendelssohn.
- 23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 19 h 30 Série : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 40 Émissions régionales.
- 19 h 45 Variétés : Truisme-bouts de chandelles.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 30 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes. Voyage au centre de la Terre ; Sea and tell : la vie privée des otaries.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Festival d'été : Le Festival intercollégial de Lorient.
- 21 h 10 Série : Kéno.
- 21 h 15 Série : Des chiffres et des lettres. Chaque semaine à l'heure d'été, une épreuve de calcul, une épreuve de culture générale.
- 21 h 20 La page d'été : La Grande coupe.
- 21 h 30 D'un jour à l'autre.

Dimanche 10 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Olympe.
- 10 h 10 Prédication protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe.
- 11 h 30 Notre-Dame de Consolation (Doubs). Prédication : Père Jean-Christophe Demard.
- 12 h 10 La séance du spectacle.
- 12 h 30 La bonne conduite.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 20 Cirque : Festival International de Monaco.
- 14 h 15 Variétés : Les Printemps de la chanson à Bourges.
- 14 h 30 Série : Les personnages - Impromptus en quête d'artistes, artistes en quête d'impressions, déambulant à travers les points chauds d'un territoire de Bourges, seront de 10 à 15 artistes pour la découverte de ce festival qui représente une certaine idée du rire et de la chanson.
- 15 h 15 L'énergie c'est nous : Aide à la conduite.
- 15 h 30 Tiers.
- 15 h 40 Série : Le monde merveilleux de Disney. L'ennemi de la montagne.
- 16 h 30 Sports primaires. Championnats de France de natation à Brive ; Grand Prix automobile (P.1) à Rocquencourt.
- 16 h 35 Série : Le temps des as.
- 16 h 45 Les animaux du monde. La faune insolite du Venezuela.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Cinéma : « La Grande Course autour du monde ».
- Film américain de B. Edwards (1965), avec J. Lemmon, T. Curtis, M. Wood, P. Falk, K. Wynn, A. Connolly, V. Vance. (Rédaction).
- Un 1916 est organisée une grande course automobile Paris-New-York, passant par la Sibérie et l'Europe centrale. Le professeur Facchini s'efforce, par des moyens dérogatoires, d'empêcher la victoire de son rival, le grand Léo.
- Une comédie baroque bien menée dans sa première partie, mais qui s'effrite à l'approche du long métrage.
- 23 h Musique : Sonate « Appassionata ». De Beethoven, interprétée par L. Dumont.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Série : Embarquement immédiat. Contrebande.
- 14 h 15 Jeu : Les descendants.
- 15 h Sports : Tennis. Tournoi de Prévus.
- 16 h 20 Opéra : « Madame Butterfly ». De Puccini ; avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, M. Front, P. Domingo, Ch. Ludwig, R. Ezins, M. Senechal, G. Stegendorff, dir. musicale H. von Karajan.
- 16 h 30 Série 2.
- 20 h 30 Jeux sans frontières. Les totems d'un dimanche en Suisse.
- 22 h Documentaire : A deux pas de chez nous, le Québec.
- Concours pour la promotion de la promotion. Didier Lenoir fait parler les Québécois d'été-mété. La vie quotidienne, la chanson, le théâtre, la culture.
- 23 h 30 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 10 Faillite : La fièvre noire. La route des chemins.
- 20 h 30 Série : Les merveilleux de la mer. N° 4 : Nagor comme un poisson.
- 21 h Rue des Archives : A la recherche de l'ancien Sam.
- 22 h Journal.
- 22 h 10 Court métrage : Jeux d'ombre.
- 22 h 15 Cinéma de cinéma (cycle S. Fuller) : « Maison de bambou ».
- Film américain de S. Fuller (1955), avec R. Ryan, R. Black, S. Yamaguchi, G. Mitchell, S. Hayakawa, S. Dexier (v.o. sous-titrée). (Rédaction).
- A Tokyo, un policier, sous des traits d'acier, s'efforce, sous une fausse identité, d'être un gang dirigé par un Américain, qui lui donne sa confiance et son amitié, et qu'il ne trahit.
- Une des œuvres les plus achevées de Fuller. Un Japon authentique, une mise en scène puissante et nerveuse, une réflexion sur la violence et les méthodes policières.

### FRANCE-CULTURE

- 19 h. Messe à la cathédrale de Saint-Malo.
- 11 h. La musique et les mots : Un poème, des musiciens (Goethe, musique de Schubert, Schumann, Mendelssohn).
- 13 h. A. Boby Lapointe.
- 14 h. 45. Musique de chambre : Ravel, Milhaud, Debussy, Eschmann.
- 15 h. France-Culture 1975-1980.
- 16 h. 18. Son : Bretagne (Sur les rochers, la mer, le vent).
- 17 h. 15. Culture européenne : La géographie culturelle de l'Europe.
- 18 h. 30. Les arts de la table de Diderot, d'A. Wiesner.
- 22 h. Festival d'Avignon : « Ottopollis ».

### FRANCE-MUSIQUE

- 9 h. 15. Éléonore - Mafra (suite) : Extraits du « Freischütz » de Weber ; 9 h. 30. Extraits du « Chevalier à la rose » de R. Strauss, dir. R. Krieger.
- 11 h. Festival de Salzbourg 1980 (en direct du Mozarteum de Salzbourg) : « Concerto pour piano et orchestre n° 25 en ut majeur », « Symphonie n° 35 en ré mineur », « Symphonie n° 36 en ré mineur », dir. Th. Gulda, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne.
- 13 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 14 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 15 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 16 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 17 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 18 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 19 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 20 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 21 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 22 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.
- 23 h. Les roches de la mer, de S. Dexier, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Erich Kleiber.

# CARNET

## Naissances

- Jean-Guy LEVY et Geneviève, née Wahl, ont la joie de faire part de la naissance de Jérôme, le 12 juillet 1980.
- « La Nacelle », Jardins de l'Olympe, Chemin de la Majorana, 92000 Toulon.
- Brigitte et J.-E. FONTAINE sont heureux d'annoncer à leurs amis la naissance de Laure, le 6 août 1980.

## Décès

- Mme Maurice Beau, son épouse, M. et Mme Pierre Bourgois et leurs enfants, M. et Mme Dominique Beau et leurs enfants, M. et Mme Michel Beau et leurs enfants, M. et Mme Jean-Louis Beau et leur fille, ses enfants et petits-enfants, Mlle Simone Beau, sa sœur, prient d'annoncer le décès de M. Maurice BEAU, architecte D.P.L.G., ingénieur S.C.P., survenu à Tonnere, le 6 août 1980, dans sa quatre-vingtième année. Après les obsèques à Tonnere dans l'intimité, une messe sera dite à Paris en septembre.
- 12, rue Rougemont, 92700 Tonnere.
- Mme Raoul Brisson et ses enfants, Mlle Simone Beau, sa sœur, prient d'annoncer le décès de M. Raoul BRISSON, ingénieur, ancien ministre des travaux publics (S.N.), 4, résidence « L'Union », 94000 Anglet.
- M. Luc Castel et ses enfants, M. et Mme Daniel Bineau, ont la douleur de faire part du décès de Mme Luc CASTEL, née Danielle Bineau, survenue le 7 août 1980, à 10 heures, en clinique. Cet avis tient lieu de faire-part. 16, villa Saint-Michel, 75018 Paris.

- Mlle Jacqueline Torrey, M. et Mme André Foulds, ses sœurs et beaux-frères, M. Michel Baudouin, Mme née Geneviève Foulds, et leur fille, M. Patrice Roger, Mme née Françoise Foulds, leurs enfants Virginie et Grégory, M. et Mme Alain Foulds, M. Olivier Foulds, ses sœurs, nièces, petits-neveux, petite-nièce, Toute sa famille. Et ses nombreux amis, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de Mlle Odette TORENEY, agrégée de l'Université, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 7 août 1980, à Chagny (Saône-et-Loire). Les obsèques seront célébrées le lundi 11 août 1980, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Chagny, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, vers 18 h. 45.
- « Je salue la résurrection et la vie » (saint Jean).
- Cet avis tient lieu de faire-part. 28, rue Labelloye, 79400 Chagny.
- M. et Mme Jean-Louis Beau et leur fille, ses enfants et petits-enfants, Mlle Simone Beau, sa sœur, prient d'annoncer le décès de M. Maurice BEAU, architecte D.P.L.G., ingénieur S.C.P., survenu à Tonnere, le 6 août 1980, dans sa quatre-vingtième année. Après les obsèques à Tonnere dans l'intimité, une messe sera dite à Paris en septembre.
- 12, rue Rougemont, 92700 Tonnere.
- Mme Raoul Brisson et ses enfants, Mlle Simone Beau, sa sœur, prient d'annoncer le décès de M. Raoul BRISSON, ingénieur, ancien ministre des travaux publics (S.N.), 4, résidence « L'Union », 94000 Anglet.
- M. Luc Castel et ses enfants, M. et Mme Daniel Bineau, ont la douleur de faire part du décès de Mme Luc CASTEL, née Danielle Bineau, survenue le 7 août 1980, à 10 heures, en clinique. Cet avis tient lieu de faire-part. 16, villa Saint-Michel, 75018 Paris.

- Mme Emile Touzet, ses enfants, petits-enfants, sa nièce, son frère, sa sœur, ses neveux, nièces, parents et alliés. Le conseil d'administration et le personnel de l'Entreprise Emile Touzet. Le conseil d'administration et le personnel de la Société M.P.R.O. ont la douleur de faire part du décès de M. Emile TOUZET, ingénieur S.T.P. 192, chevalier de l'Ordre national du Mérite, entrepreneur de travaux publics, administrateur-délégué de l'O.P.E.L.M. de Bagnolet, administrateur de M.P.R.O., président honoraire de l'Association de Bagnolet, survenue à Paris, le dimanche 3 août 1980. Les obsèques ont été célébrées le jeudi 7 août 1980, en la chapelle des Dunes-Apôles à Bagnolet, sa paroisse. Une cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement à sa mémoire. Cet avis tient lieu de faire-part. 28, rue Girardot, 93170 Bagnolet.
- M. Bernard Bist, ses enfants, petits-enfants et sa famille, M. René Tassin de Montaigne, ses enfants, petits-enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Bernard BIST, né Tassin de Montaigne, survenue le 7 août 1980, dans sa cinquante-septième année. Ceux qui l'ont connue et aimée pourront participer à la cérémonie de ses obsèques, le mardi 12 août, à 14 heures, au columbarium du Père-Lachaise. Ni fleurs ni couronnes. Une messe sera célébrée le mercredi 13 août, à 12 heures, en l'église d'Orléans, par le curé (Fuy-de-Dôme). Le présent avis tient lieu de faire-part. 72, rue Joffroy, 75017 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de Mme Sonia CHREINSAPIN, survenue le 7 août 1980, à Paris, à l'âge de 72 ans. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise (Paris-XX), aura lieu le mardi 12 août, à 15 h. 30.
- On nous prie d'annoncer le décès de M. Serge ERNST, historien d'art, ancien conservateur au musée de l'Histoire à Saint-Pierre-Benoît, survenue le 4 août 1980, à Paris. De la part de : Mlle Sophie Bonchène et de tous ses amis. L'enterrement a eu lieu dans l'intimité.
- Un service religieux du neuvième jour sera célébré à la cathédrale Alexandre Lebeau, 12, rue Daut Paris-5, le mardi 12 août, à 18 h. 30.
- On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles ESSIG, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenue le 7 août, dans sa quatre-vingt-septième année, à Notre-Dame-de-la-Mer. L'inhumation aura lieu au cimetière de Jussieu, dans l'intimité familiale. De la part de : Mme Charles Essig, née Marcelle Redde, son épouse, M. et Mme Charles et Daniel, M. et Mme Irène, Laurent et Sandrine. Ses enfants et petits-enfants, et des familles Coffin, Esig, Rivier, Gies, Schwendemann et Redde.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles ESSIG, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenue le 7 août, dans sa quatre-vingt-septième année, à Notre-Dame-de-la-Mer. L'inhumation aura lieu au cimetière de Jussieu, dans l'intimité familiale. De la part de : Mme Charles Essig, née Marcelle Redde, son épouse, M. et Mme Charles et Daniel, M. et Mme Irène, Laurent et Sandrine. Ses enfants et petits-enfants, et des familles Coffin, Esig, Rivier, Gies, Schwendemann et Redde.
- On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles ESSIG, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenue le 7 août, dans sa quatre-vingt-septième année, à Notre-Dame-de-la-Mer. L'inhumation aura lieu au cimetière de Jussieu, dans l'intimité familiale. De la part de : Mme Charles Essig, née Marcelle Redde, son épouse, M. et Mme Charles et Daniel, M. et Mme Irène, Laurent et Sandrine. Ses enfants et petits-enfants, et des familles Coffin, Esig, Rivier, Gies, Schwendemann et Redde.
- On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles ESSIG, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenue le 7 août, dans sa quatre-vingt-septième année, à Notre-Dame-de-la-Mer. L'inhumation aura lieu au cimetière de Jussieu, dans l'intimité familiale. De la part de : Mme Charles Essig, née Marcelle Redde, son épouse, M. et Mme Charles et Daniel, M. et Mme Irène, Laurent et Sandrine. Ses enfants et petits-enfants, et des familles Coffin, Esig, Rivier, Gies, Schwendemann et Redde.

- M. Claude Picard, M. Jean Picard, ses fils, M. Marcel Picard, M. Georges Picard, Mlle Annie Picard, ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre PICARD, ingénieur E.N.S.C.P., l'inhumation dans le cimetière de famille a eu lieu le 5 août 1980, dans la plus stricte intimité.

# SPORTS

## ATHLÉTISME

**OVETT BATTU A LONDRES**  
Au cours de la réunion internationale de Crystal Palace, vendredi 8 août, devant dix-sept mille spectateurs, à Londres, Steve Ovett, médaillé d'or du 800 mètres à Moscou, a été battu sur le fil par l'Irlandais Treacy dans le 5 000 mètres, distance sur laquelle il s'était essayé. Sebastian Coe, autre médaillé d'or britannique, a enlevé, en revanche, le 800 mètres, tandis que l'Américain Renato Nehemiah réussissait la meilleure performance mondiale de l'année sur 110 mètres haies (15"28).

**LA RÉUNION DE BERLIN-OUEST**  
Devant les trente-deux mille spectateurs du stade olympique, l'Américain Edwin Moses, champion olympique de la distance à 400 mètres, a été la vedette de la réunion organisée en nocturne, remportant le 400 mètres haies en 47"17, deuxième meilleure performance mondiale. Son grand rival ouest-allemand Harold Schmid a terminé deuxième. A la perche, nouvelle victoire de Thierry Vigneron avec un saut de 6,50 mètres.

## NATATION

### BRUNO LESAFFRE RECORDMAN DE FRANCE

Un premier record de France individuel est tombé vendredi 8 août à la piscine municipale de Brive : celui du 400 mètres quatre nages messieurs, battu par le Nantais Bruno Lesaffre, dix-huit ans, en 4 min. 38 sec. 88, au cours des seizième-dixième championnats de France.

## AUTOMOBILISME

### LES ACCUSATIONS DE JARIER ET PIRONI

Avant les premiers essais pour le Grand Prix d'Allemagne, vendredi matin 8 août, les pilotes français de Formule 1 Jean-Pierre Jarier et Didier Pironi sont allés reconnaître la courbe dite « Océan » du circuit d'Hockenheim, où s'est tué Patrick Depailler le 17 août. Cette courbe, très délicate, est située en cinquante à plus de 250 kilomètres-heure, et la grande vitesse permettrait aisément de la franchir. Il n'empêche que la sécurité du circuit, et cet endroit

## D'UN SPORT À L'AUTRE...

- TENNIS.** — Andrea Jaeger, 15 ans, la nouvelle enfant prodige américaine, a battu la championne de Wimbledon Evonne Cawley-Casley (6-4, 6-1) en demi-finale des championnats des États-Unis sur terre battue à Indianapolis.
- FOOTBALL.** — M. Jean-Jacques Schneider, membre du Comité de gestion de la section professionnelle du Racing Club de Strasbourg, a mis fin à ses fonctions par solidarité avec ses collègues démissionnaires.

سكزا من الأصل



SOCIAL

Pour obtenir l'exploitation d'un nouveau gisement de charbon dans les Cévennes  
Des mineurs occupent un puits depuis trois mois

Les mineurs du puits Desvalls, près d'Alès (Gard), en grève depuis trois mois, occupent la mine pour obtenir l'ouverture d'un nouveau gisement de 8 M T, celui de Ladrash. Leur emploi n'est pas directement menacé publiquement, selon la direction, ils seraient tous mutés, pour dix ans au moins, dans des mines à découvrir toutes proches. Alors ? Alors ces mineurs refusent tout simplement la fermeture complète des mines de fond des Cévennes prévue par la direction.

Les quatre forages réalisés dans le gisement de Ladrash ont montré que la tonne de charbon exploitée accusait un déficit de 170 F d'après les travaux de la direction du Centre-Midi — soit un peu plus que l'aide de l'Etat, actuellement en moyenne de 110 F par tonne.

L'exploitation, dans de telles conditions, serait-elle rentable ? Oui, répond M. Francis Hernet, secrétaire général de la Fédération régionale de mineurs C.G.T., qui rappelle l'aide nécessaire de l'Etat à des secteurs miniers comme l'agriculture, les coûts sociaux de toute reconversion et la montée actuelle du prix international du charbon. Un argument qui est repris par les représentants locaux de la C.G.C., qui se sont déclarés, comme tous les syndicats non C.G.T. de la mine, favorables à l'exploitation d'une partie du gisement de Ladrash.

La direction des charbonnages, tout en affirmant la volonté de l'Etat de ne plus subventionner de nouvelles productions défectives, reste prudente. La fermeture des mines de fond prévue pour 1975 a été déjà par deux fois repoussée. Le 10 juillet dernier, la direction a accepté de maintenir pour un an sans les nœuds les installations du puits Desvalls qui donnent de reconnaissance plus complète sur le gisement de Ladrash ; une telle opération coûte pourtant 2 millions de francs par an. Elle s'est engagée, d'autre part, à maintenir au-delà de la fin de 1981 l'activité d'un petit gisement de fond, tout proche, celui des Oules. Mais elle a refusé, pour l'instant, d'effectuer des travaux de reconnaissance plus complets sur le gisement de Ladrash alors qu'une subvention de 11 millions de francs a été votée à cette intention par le conseil régional du Languedoc-Roussillon présidé par M. Edgar Tallades (P.S.).

La C.G.T., majoritaire parmi les mineurs, qui demande depuis longtemps l'augmentation de la production nationale de charbon, est décidée, semble-t-il, à faire de la lutte de ces mineurs d'Alès un combat exemplaire.

Alès. — Leur grand-père travaillait déjà dans un de ces vingt puits qui complétaient, avant la guerre, les mines des Cévennes et leur père également. Eux-mêmes sont devenus mineurs de fond, souvent « par faveur », dès quatorze ou quinze ans.

La chaîne a été rompue il y a quinze ans lorsque la mine a cessé d'embaucher. Les enfants des mineurs, immigrés de l'intérieur, sont descendus vers les chantiers navals de Marseille et de La Ciotat : aujourd'hui ils sont revenus, pleins d'ambition, parce que les chantiers navals avaient fermé. « Dans le Sud, disent-ils, on regarde les Cévennois de travers. » Les fils de mineurs sont donc, par la force des choses, devenus chômeurs dans ce pays minier où l'on compte six mille sans-emploi pour trente mille actifs et où, d'après le président de la chambre de commerce d'Alès, M. Homenet, aucun emploi n'a été créé depuis 1976. Même les agents de maîtrise s'auto-organisent, dit-on, pour leurs enfants entrer à « la fabrique ».

L'enjeu de la lutte pour l'exploitation de gisements de fond, c'est d'abord la survie d'un pays : l'étoffe rouge et or, aux couleurs du Languedoc, qui flotte au sommet du puits de Desvalls en témoignage. La mine et ses mille trois cents employés est ressentie à Alès comme l'ultime rempart contre la désertification. C'est donc pied à pied, « panneau par panneau », que ces deux cent cinquante mineurs, dont trois seulement ne font pas grève, défendent leur outil de travail : est attachement est d'abord affectif. En témoignage les noms de femme qu'ils donnent à la plupart des gisements. Ils ignorent jusqu'à la date de naissance d'une mine, qui, pour eux, a toujours existé. Et c'est au fond, à 725 mètres en dessous du niveau du sol, qu'ils ont décidé, jour et nuit, d'occuper la mine : le « carreau », à l'intérieur, est juste bon pour la partie de boules et le « bal disco ». Le dimanche après-midi on afflue des touristes belges et surtout des familles.

« Durs, brillants, très déterminés... »

De notre envoyé spécial

« En temps ordinaire, confie un mineur, la place de la femme est à la maison. »

C'est au fond, en effet, qu'est leur vie, entre hommes, dans l'immense machinerie de convoyeurs, de trémies de puits, de cuves et des couches droites d'anthracite noir, qui d'après eux, sont « purses à 97 % ». C'est au fond seulement que se dessinent, leur avenir, hypothéqué par ce barrage gris, coté d'eau et de cendre — qui sépare l'actuel gisement de la galerie qui mène

Trop vite dit. La C.G.T., qui a fait un combat exemplaire de « la droite », puisque tel est le sens en patois de « Ladrash », se veut respectueuse de l'autorité de l'Etat et veut se démarquer de la démarche autogestionnaire. « La mine n'appartient pas à l'Etat ? », interroge M. Hernandez, secrétaire général adjoint de la Fédération régionale C.G.T. des mineurs. « Si vous voulez être autogestionnaires, faut passer un contrat avec l'Etat », rétorque un mineur.

La C.G.T. inspire, sans conteste, ces grévistes qui brandissent des blocs de charbon allemand « de mauvaise qualité », et dénoncent « le démantèlement » de la production nationale et applaudissent au moment du repos l'intervention d'un responsable local de la confédération en chemise et pantalon léger.

« Dans toute action, nous confie ce dernier, il faut bien des cerveaux. » Ces responsables C.G.T. insistent sur l'aide apportée par le P.C. « L'aide des socialistes », dit-il, est réelle, mais limitée, constate M. Hernandez, secrétaire général adjoint de la C.G.T., et conseiller municipal (P.C.) à Alès. On n'a toujours pas vu, dit-il, le président du conseil régional, M. Tallades, « (...) ». M. Tallades devait venir le 11 juillet, explique M. Perraud, un militant du P.S. à Alès, contrôleur des impôts, mais la C.G.T. a préféré qu'une chose était prévue, c'est la C.G.T. et le P.C. qui mènent la danse.

S'il y a eu effectivement un fort appel du P.C. qui a même baptisé dans un village une rue du nom du gisement, la solidarité avec les mineurs s'étend au-delà de l'audience de cette organisation, ne serait-ce que parce que de nombreux mineurs ne sont pas inscrits au parti communiste : l'audience de cette lutte est symbolisée par les 100 millions d'anciens français recueillis auprès de la population du pays, qui compte douze mille retraités et veuves des mines.

« Même les curés ont dansé », disent les mineurs ; la communauté protestante d'Alès a aussi apporté son soutien à cette lutte.

UN PARI SUR LA CONCURRENCE

Quel est le produit concurrent du charbon français, le fuel ou le charbon importé ? De la réponse à cette question dépendent les hostilités des C.G.T. divergentes de politique charbonnière. Selon les Charbonnages de France, le prix de revient des houilles des Cévennes atteignait en 1979 quelque 12,34 centimes par tonne. Un chiffre certes proche des prix du fuel (9 centimes la tonne de fuel lourd), mais fort éloigné de ceux du charbon importé d'U.R.S.S. rendu à Marseille (3,6 à 4 centimes par tonne).

Compte tenu de la hausse vraisemblable des prix du pétrole et des coûts sociaux de fermeture de puits, la compétitivité du charbon des Cévennes avec le fuel semble donc assurée. Mais la politique gouvernementale — dans une économie de plus en plus ouverte — consiste à affirmer la concurrence nécessaire du charbon national avec le charbon importé. Avec pour pari que le prix de celui-ci sur le marché mondial grimpe, moins vite que celui du pétrole.

IMMIGRATION

LA C.G.T. PROTESTE CONTRE L'ARRESTATION D'UN CHEF D'ATELIER CLANDESTIN.

L'Union parisienne des syndicats C.G.T. a protesté, le jeudi 7 août, contre l'arrestation, mardi 5 août à son domicile, d'un immigré tuteur « sans papiers », M. Mehmet Altintas, « Contremaître » dans un atelier clandestin de la confection parisienne. M. Altintas aurait été « jugé par le tribunal correctionnel et condamné à un mois de prison ferme, tout cela sans la moindre consultation ou information de son avocat ».

M. Altintas, incarcéré à Fresnes, avait participé à une conférence de presse de la C.G.T. (Le Monde du 24 juillet). Son cas avait été abordé lors d'une réunion le 1er août entre les services de M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, et l'Union des syndicats C.G.T. de Paris. Selon cette organisation, M. Altintas « avait accepté finalement de quitter le nom de son patron ». Quelques jours plus tard, il était arrêté.

Au cabinet de M. Stoléru, on indique que M. Altintas avait fait l'objet d'une procédure de régularisation, mais que cette procédure a été bloquée par le ministère de l'Intérieur. L'intéressé avait en effet accompli trois mois et demi de prison ferme en 1979 dans un atelier clandestin, pour complicité de trafic de main-d'œuvre, et il n'aurait pas déféré à une décision d'expulsion qui lui aurait été notifiée le 25 avril.

Le poids de la C.G.T. et du P.C.

Etonnement joyeux et actif après trois mois de conflit, les grévistes ont multiplié les initiatives, allant pour être entendus, jusqu'à manifester devant l'Elysée à Paris, où beaucoup ne s'étaient jamais rendus. Ils vendent, pour financer leur lutte, du charbon qu'ils continuent à produire, mais habiles, le cèdent aux deux tiers seulement au prix normal. Ils affirment être prêts à percer le mur de Ladrash, et la direction ne satisfait pas leurs revendications.

Evidente est la détermination de ces hommes qui ont coté sur des panneaux des photos des grèves dures de 1947 et 1963 et sont réveillés, le matin à 6 heures, par les paroles du Chiffon rouge de Michel Fugain — « Si tu veux vraiment que ça change et que ça bouge, lève-toi car ils vont t'empêcher ».

« Durs, brillants, très fiers, très déterminés, mais difficiles à commander », au dire de M. Norbert Bonneau, directeur des mines des Cévennes, inscrit à 90 % à la C.G.T., on est surpris de les « Lils noirs » ou encore les « Lils de la mine »

ÉNERGIE

RETOUR A LA NORMALE DES LIVRAISONS DE GAZ ALGÉRIEN A LA FRANCE

L'arrivée prévue dans les ports français de onze méthaniers en provenance d'Algérie au mois d'août après le neuf du mois de juillet (Le Monde du 24 juillet) confirme le retour à la normale des livraisons de gaz de la Sonatrach à Gaz de France.

Ces livraisons avaient fortement baissé à partir de février lorsque avaient débuté des négociations entre les deux partenaires sur la révision du contrat. L'Algérie demandant un doublement de ses parts par rapport à la naissance du principe de l'équivalence des prix du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié. Gaz de France avait alors dû réduire ses ventes à certains de ses clients industriels.

Le retour à la normale devrait faciliter la reprise des négociations sur les prix qui sont toujours dans l'impasse.

LE NIGÉRIA RÉCLAME A SHELL, GULF ET MOBIL LE REMBOURSEMENT DE 6 MILLIARDS DE DOLLARS

Les filiales de trois compagnies pétrolières occidentales, Shell, Gulf et Mobil — dont le capital est détenu, en majeure partie, par l'Etat nigérian, — vont devoir rembourser en pétrole l'équivalent de 6,1 milliards de dollars à cet Etat africain.

Ces trois compagnies — les plus importantes opérant au Nigeria — sont, en effet, accusées, dans un Livre blanc publié le 3 août à Lagos, d'avoir contribué à la baisse des revenus pétroliers du pays en « octroyant, entre 1975 et 1978, quelque 183 millions de barils de brut » soit 6 milliards de dollars au prix actuel qui auraient dû revenir à la compagnie nationale (N.N.P.C.).

Le Livre blanc est le résultat du travail de la commission d'enquête instituée le 18 avril par le président Shehu Shagari pour faire la lumière sur les « prétendues disparitions » de milliards de dollars des caisses de la Nigerian National Petroleum Company, la N.N.P.C., certains dirigeants de la N.N.P.C. avaient été soupçonnés de s'être fait verser des sommes importantes sur des comptes en banque à Londres. Cette affaire avait ébranlé le gouvernement civil du Nigeria, alors à peine vieux de dix mois.

La commission affirme en fait que ces 5 milliards de dollars n'ont jamais disparu, mais que cette impression a pu résulter du profond désordre qui règne à la N.N.P.C. La compagnie nationale souffre d'un manque de personnel d'encadrement — en quantité comme en qualité — à tous les niveaux, et le service financier ne dispose pas de système de comptes planifiés.

La compagnie nationale — chargée de gérer le patrimoine pétrolier du premier producteur africain (2,2 millions de barils par jour) et cinquième producteur de l'OPEP — sera réorganisée en un holding chapeautant cinq sociétés autonomes au cours des prochains mois. Un projet de loi est déposé au Sénat. — (A.F.P.)

Prospection pétrolière en Angola. — Selon une convention signée à Luanda, quatre sociétés pétrolières vont se partager la prospection d'une zone de 4 000 kilomètres carrés au large des côtes angolaises.

La compagnie française Elf-Aquitaine détient une part de 50 % de la zone étant partagée par l'AGIP (Italie), Mobil et la société yougoslave Nafta-Gas. Les compagnies prévoient d'investir 40 millions de dollars dans des forages exploratoires au cours des trois prochaines années.

Baisse des prix des produits pétroliers en R.F.A. — Les prix de l'essence et du fuel domestique ont baissé en République fédérale d'Allemagne ces dernières semaines. L'essence coûte de 2,5 à 5 centimes (1 à 2 pennes) de moins et le fuel domestique 15 centimes de moins. En France, dans une question écrite, M. Fabius, porte-parole du P.S., demande au gouvernement « quelle mesure il compte prendre pour que le consommateur français puisse bénéficier des baisses de prix des produits pétroliers » et l'interroge pour savoir si « dans l'esprit du gouvernement la libération des prix ne doit jouer que dans un seul sens, celui de la hausse des prix ».

Le groupe de grévistes de l'entreprise Desquenne et Giraud (pose et entretien des voies ferrées) a mis fin vendredi 8 août dans l'après-midi, lors de l'arrivée des forces de l'ordre, à l'occupation commencée le matin des locaux de la Fédération patronale des Travaux publics à Paris. Les grévistes n'ont pas pu reconstruire M. Jean-Louis Girard, P.D.G. de l'entreprise mais également président de la commission sociale de cette fédération.

Le président du Tribunal de Grande Instance de Dijon a d'autre part autorisé l'expulsion de 24 ouvriers en grève sur le chantier de pose des voies du train à grande vitesse (TGV) en Côte-d'Or. Une ordonnance de référé, concernant trois grévistes, a déjà été rendue et autorise leur expulsion « au besoin par la force publique ». (Le Monde du 5 août).

INDUSTRIE

Libres opinions

LES DIFFICULTÉS DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

Pourquoi ne pas utiliser la « déclaration de crise manifeste » ?

par MAURICE HALFF (\*)

COMME elles n'apparaissent, au cours des années, singulièrement surprenantes les hésitations des autorités communautaires et de certains gouvernements européens à recourir fermement, face à la crise de la sidérurgie qui sévit en Occident depuis six années, aux clauses réglementaires du traité de Paris fondant, en avril 1951, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CEEA). Faut-il rappeler, en particulier, les dispositions liées des articles 58 et 74 de ce traité prescrivant, en cas de « déclaration de crise manifeste », constatée dans les industries du charbon et de l'acier, l'application automatique par les autorités communautaires de quotas de production à l'intérieur du Marché commun, simultanément à des restrictions quantitatives fixant des contingents aux importations en provenance de « pays tiers » lorsqu'elles menacent de porter un préjudice sérieux à la production du Marché commun ?

Le comité économique et social de Lorraine a réclamé, dès avril 1977, la mise en vigueur de ces dispositions. Car à quel degré d'affaiblissement de la production et de l'emploi devrait-on descendre pour que la gravité de la récession et les mesures de renouveau des structures, de conversion des travailleurs, et les aides sociales que cette récession exige, puissent ressortir de la déclaration de crise manifeste ?

Certes, à la fin de l'année 1977, les autorités communautaires, Commission et conseil des ministres, se déclaraient-elles à définir et à appliquer un plan « anticrise ». Mais loin de fonder ce plan sur le concept de crise manifeste et les mesures autoritaires qu'il déclenche, loin de s'autoriser de cette règle de la CEEA, il a été fait recours aux dispositions du traité du G.A.T.T. (General Agreement Trade and Tariff), dispositions relatives aux mesures antidumping. Ainsi recourait-on prudemment d'un esprit atlantique de bon ton et de mutuel consentement, les accords bilatéraux et temporaires conclus avec les exportateurs d'acier de pays tiers, notamment asiatiques, en vue de limiter une pression concurrentielle par trop agressive.

Le traité CEEA serait-il devenu suspect de trop de dirigisme ? Il paraît cependant se limiter à l'institution d'un libéralisme organisé, dans l'optique d'une politique commune qui implique pour tous les Etats membres la solidarité d'un destin partagé, aussi bien dans la prospérité que dans l'épreuve.

Le renforcement du plan anticrise, annoncé par le commissaire européen Etienne Davignon, annonce-t-il qu'on va enfin se résoudre à faire jouer résolument et sans équivoque la clause de « déclaration de crise manifeste » et les mécanismes contraignants mais efficaces qu'elle déclenche ? Cette chance n'est-elle pas la pièce maîtresse d'un traité prévu pour faire face à l'adversité des temps difficiles ?

Faute de quoi le risque serait grand que la notion de politique commune perde de sa crédibilité et la réalité européenne de sa vraisemblance.

\* Président honoraire des Houillères de Lorraine, président d'honneur du comité économique et social de Lorraine.

AFFAIRES

DANS UNE LETTRE AU PREMIER MINISTRE

Manufrance est viable dans sa structure actuelle écrit l'intersyndicale de l'entreprise

La tension monte à Saint-Etienne à l'approche de la réunion du conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) qui se tiendra le 22 août. Paris au cours de laquelle le sort de la société devrait être réglé. Depuis une dizaine de jours, les négociations entre les dirigeants de la S.N.M. et les pouvoirs publics se sont activement poursuivies. Pour autant que l'on puisse le savoir, les fonctionnaires, satisfaits des grandes lignes du plan de redressement présenté par M. Saint-Just (Le Monde du 2 août) auraient cependant suggéré un certain nombre d'aménagements comportant, dit-on, des suppressions d'emplois supplémentaires.

Consciente de l'importance de cette réunion du 22 août, l'intersyndicale a écrit au premier ministre. Dans cette lettre, les syndicats écrivent notamment : « Nous sommes convaincus que notre entreprise est viable dans sa structure actuelle et qu'elle peut même être génératrice d'emplois à condition que les pouvoirs publics acceptent d'octroyer un prêt immédiat, que les banques nationalisées travaillent avec Manufrance comme avec n'importe quelle autre entreprise et que l'équipe de direction soit capable et sans arrière-pensée de lucrer. »

« Le gouvernement n'a pas le droit d'imposer de nouveaux licenciements, ajoute l'intersyndicale. 1978, 1979, cela suffit. 1980 ne doit pas connaître de nouveaux départs qui remettraient en cause une nouvelle fois le bon fonctionnement de l'ensemble de ses services. » « Nous espérons, concluent les syndicats, que votre décision n'engendrez pas la révolte et la colère de toute une population. »

De son côté, M. René Le Guen, secrétaire de l'U.G.I.C.T./C.G.T., dans une lettre adressée au président de la République, écrit : « Conformément aux engagements pris par le gouvernement et annoncés le 30 juillet au conseil d'administration de Manufrance, nous craignons le déblocage de l'aide financière dont cette entreprise a besoin. »

« Tout refus d'engagement de votre gouvernement, ou toute décision qui la subordonnerait à un démantèlement de l'entreprise, nous paraît une atteinte à l'emploi, serait considérée comme la vo-

Moins de trois mois après sa nomination

M. RIS ABANDONNE SON POSTE DE P.D.G. DES MAGASINS KORVETTE

Moins de trois mois après sa nomination à la direction des magasins Korvette — une chaîne américaine — filiale du groupe Agache-Willot, M. Joseph Ris a donné sa démission de son poste en raison d'un désaccord avec les frères Willot. Le porte-parole de la société, qui a annoncé jeudi 7 août à New-York cette démission, a indiqué que la direction du groupe français avait désapprouvé le plan de redressement financier de Korvette, mis au point par M. Ris en accord avec ses principaux banquiers. Ce plan prévoyait notamment que les dettes à long terme de Korvette vis-à-vis de ses quatre principaux créanciers (57,2 millions de dollars) seraient « épongées » en échange d'une participation de 25 % de celles-ci dans les profits de la chaîne jusqu'en 1987.

C'est le second plan de redressement soumis par Korvette à ses créanciers, depuis son rachat, en avril 1979, par le groupe Agache-Willot. M. Ris remplaçait en effet M. Alain Mathieu, démissionnaire, qui avait élaboré un premier plan de redressement prévoyant notamment la fermeture de quinze magasins sur les cinquante existants afin de limiter les pertes de la chaîne, qui se sont élevées en 1979 à 10 millions de dollars (41 millions de francs environ) pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de dollars (2,58 milliards de francs environ).

Le Monde  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE







LA SEMAINE FINANCIÈRE

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 4 AU 8 AOUT

L'amorce d'une campagne d'été ?

Retombée depuis le 28 juillet dernier dans une profonde torpeur, la Bourse de Paris s'est réveillée ces derniers jours pour la seconde fois en moins d'un mois. Si bien réveillée même, qu'elle a monté de 3 %, il faut remonter à la semaine du 21 au 25 janvier dernier pour retrouver une hausse d'une telle ampleur. Ce réveil, cependant, ne s'est pas produit instantanément, mais par étapes.

De fait, un climat de morosité régnait encore lundi autour de la corbeille, et les cours s'étaient « effritillés ». Un seul événement fut enregistré ce jour-là, mais sans rapport avec la suite des événements: l'accès de l'effluve dont fut prise la rente 4 1/2 % 1973 sur de gros achats effectués, disaient-ils, par des vendeurs de 7 % 1973 soucieux d'arbitrer les titres de ce dernier emprunt au cas où serait élu à la Maison Blanche M. Ronald Reagan, dont l'équipe envisagerait, dit-on, de rétablir une sorte d'échelon-or. Arbitrages pour le moins audacieux.

Mardi, cependant, et en dépit de la maigre persistance des transactions, l'on commença à avoir la sensation que quelque chose était en train de bouger sous les colonnes du palais Brongniart. Après la grisaille des jours précédents, le soleil commença timidement à filtrer sous les lambris et une petite sélection de valeurs se mit à progresser lentement. A cela s'ajouta qu'à la clôture le nombre de hausses dépassa assez nettement celui des baisses.

Le lendemain, toujours avec peu d'affaires, le mouvement s'accéléra très légèrement sous la direction d'Edouard. On chuchotait que le groupe pétrolier avait découvert du gaz en mer d'Irlande. Cette nouvelle devait être formellement confirmée vingt-quatre heures plus tard par la compagnie sans qu'heureusement ce démenti ait le moindre effet sur le marché, qui, se sentant pousser des ailes, grimpa de 1 % d'un seul coup, et, qui plus est, avec des courants d'échanges déjà un peu plus étoffés. Allait-il s'arrêter en si bon chemin ? Les avis étaient partagés. Les veilles de week-end, par les temps qui courent, sont rarement favorables à la Bourse. Pourtant, vendredi, sur une lancée, celle-ci alla à accomplir une nouvelle ascension, cette fois un peu supérieure à 1 %, ce qui peut être tenu pour une performance en cette période traditionnellement très creuse de l'année.

Bref, à tous égards, la semaine écoulée peut être considérée comme très bonne, tant au niveau des cours en hausse moyenne de plus de 3 % que des transactions, dont les volumes ont progressivement et sensiblement augmenté. De toutes les raisons données pour expliquer la bonne tenue quelques peu instantanée du marché, la plus plausible apparaît bien être l'imminente vigueur de Wall Street, qui, après avoir très aisément absorbé de très grosses ventes bénéficiaires, a repris sa marche en avant pour se hisser à son plus haut niveau depuis le 2 février 1977. Ce facteur, sans nul doute, a été déterminant. Inégalement ces derniers temps aux promesses du New York Stock Exchange, parce qu'il les croyait sans lendemain, le marché de Paris s'est senti à son tour concerné. Et les investisseurs américains, qui vont jusqu'à anticiper maintenant la reprise de leur industrie automobile, pourtant mal en point, avaient raison ? C'est un peu le langage que nos opérateurs, peu enclins jusqu'à s'engager, se tenaient dans l'enceinte du palais Brongniart. De la parole aux actes, il n'y a parfois qu'un pas, qu'ils ont franchi. Dire qu'ils l'ont fait avec hardiesse serait mentir. Le volume de transactions, en effet, pour avoir augmenté, n'a pas démenté leur grossi. Mais le sentiment a changé autour de la corbeille et l'on se dit que le ralentissement que l'on redoutait ne sera peut-être pas si terrible. Si l'on ajoute à cela les achats effectués par les SICAV pour conserver 60 % d'actions dans leurs portefeuilles, les mesures de soutien à l'investissement promises par le gouvernement et le fameux effet de boule de neige, qui, par entraînement, déclenche des courants d'achats, beaucoup, qui naguère ne se hasardaient pas à formuler le moindre pronostic, n'écartent plus désormais la possibilité de voir la Bourse s'engager dans une campagne d'été. Une prévision optimiste, qui ne résisterait sans doute pas à un retournement de tendance à Wall Street.

ANDRÉ DESSOT.

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du sucre et du café

MÉTALUX. — Nouvelle effrénation des cours du sucre et du café. Les tonneaux australiens de sucre à rap- porté 2 332,97 dollars, le plus élevé de l'histoire. Le prix moyen de vente s'est établi à 244 cents le kilo, supérieur de 19 % au prix moyen de la saison 1979-1980 et de 20 % au prix plancher.

DETERRES. — La reprise s'est confirmée sur les cours du sucre. Le cyclone qui s'est abattu sur les Caraïbes a entraîné des achats de couverture.

Hausse des cours du café sur les divers marchés à terme. Le tonne australien de sucre à rap- porté 2 332,97 dollars, le plus élevé de l'histoire. Le prix moyen de vente s'est établi à 244 cents le kilo, supérieur de 19 % au prix moyen de la saison 1979-1980 et de 20 % au prix plancher.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Whisper), comptant, 206 (217) ; à trois mois, 204 (204,50) ; étain, comptant, 7 280 (7 280) ; à trois mois, 7 169 (7 230) ; plomb, 307 (349) ; zinc, 220 (212,50) ; argent (en pence par once troy), 682 (676). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 97 (95,50) ; argent, 14,15 (13,50) ; aluminium (électrolytique), 118 (118) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 124 (124) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 124 (124). — Pennag (en dollars des États-Unis par livre) : 22 (22) ; 21 (21). — New-York (en cents par livre) : coton, oct., 82,20 (81,50) ; déc., 82,75 (82,50). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (pégulée à sec), août, 124 (124) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White, grade C, 124 (124). — Bombay (en francs par kilo) : jute, 22 (22). — CADUTCHOUX. — Londres (en nou-

Bourses étrangères

NEW-YORK

Au plus haut depuis quarante-deux mois

L'euphorie a été à son comble cette semaine à Wall Street, une véritable euphorie en or pour le marché américain, qui, après avoir absorbé presque sans broncher de très grosses ventes bénéficiaires, a repris son ascension à toute allure, et bien que le Dow Jones s'est hissé à 954,89 (+ 23,21 points), sa cote la plus élevée depuis le 2 février 1977, se retrouvant ainsi à moins de 100 points de son niveau historique (1 051,70) touché au tout début de 1973.

Serait-ce le fameux « effet Reagan », comme l'appellent les spécialistes américains, qui agiterait aussi puissamment sur les ressorts de la hausse ? Ainsi que le faisait remarquer un directeur de société d'investissement, R. P. Rutson, un candidat, qui trait campagne pour une réduction massive des impôts, des mesures en faveur de l'investissement et de l'épargne et l'abandon de l'interventionnisme d'État dans les affaires des entreprises, ne peut que rencontrer la faveur des opérateurs, surtout quand les son-

Mais s'il a joué, ce facteur n'est

Cours	1 <sup>er</sup> août	Cours	8 août
Alcoa	88 5/8	89 1/2	
A.T.T.	51 3/4	51 7/8	
Boeing	37 5/8	37 7/8	
Chase Man. Bank	43 3/4	44 1/4	
Du P. de Nemours	42 1/8	42 3/4	
Eastman Kodak	62 1/8	62 3/4	
Exxon	70 1/4	70 3/4	
Ford	26 1/8	26 3/4	
General Foods	38	38 3/4	
General Motors	35 1/2	35 3/4	
Goodyear	15 3/8	15 1/2	
I.R.M.	65 1/2	65 3/4	
J.P.M.	29 1/2	29 3/4	
Kennecott	29 1/2	29 3/4	
Mobil Oil	72 1/8	72 3/4	
Pfizer	42 1/2	42 3/4	
Schlumberger	127 7/8	128 3/4	
Texas	36 1/4	37 1/2	
U.S. Steel	43 1/4	43 3/4	
Union Carbide	43 1/4	43 3/4	
U.S. Steel	24 1/4	24 3/4	
Warren	25 1/4	25 3/4	
Xerox Corp.	38 3/8	38 1/4	

LONDRES

Nouveau repli  
Le marché a continué à se replier cette semaine pour se redresser un peu à la veille du week-end, sans parvenir toutefois à effacer toutes les pertes antérieures. Le maintien à son niveau actuel du taux de l'es- compte à une nouvelle fois contrarié les achats potentiels pourtant favorisés par le dynamisme de Wall Street. Autre facteur dissuasif : les prévisions pessimistes sur l'économie britannique faites par le patronat.

La fermeté de la livre et l'assu- rance donnée par le gouvernement, que les masses monétaires restait effi- caçement contrôlées malgré son gon- flement spectaculaire en juillet, ont toutefois rendu un peu confiance aux opérateurs en fin de semaine.

Hausses des mines d'or.

Indices « F.T. » du 8 août : Indus- trielles, 481,1 (contre 487,5) ; fonds d'investissement, 69,21 (contre 70,70) ; mines d'or, 379,2 (contre 375,1).

Cours	1 <sup>er</sup> août	Cours	8 août
Bowater	123	129	
Brit. Petroleum	148	148	
Charter	210	227	
Continental	67	68	
De Beers	61	61,50	
Free State Goldfield	61 1/2	67	
Gl. Univ. Stars	446	440	
Imp. Chemical	172	172	
Shell	446	419	
Victims	128	122	
War Loan	32 5/8	32 1/8	

\* En dollars.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

Nbre de titres	Val. en cap (P)
Novellon	198 200 (1)
4 1/2 % 1972	38 300
Rix Aquitaine	44 973 300
Edifine 200	26 897 200
Fin. de Suez	54 325 (3)
East Rand	115 700 (4)
C.N.E. 3 %	1 330
G.C.F.	23 825
L'Air Liquide	26 500

(1) Quatre séances seulement, dont un bloc de 247 450 titres échangés.

(2) Quatre séances seulement, dont un bloc de 131 400 titres échangés.

(3) Séance du vendredi seulement.

(4) Quatre séances seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	4 août	5 août	6 août	7 août	8 août
Termes	98 697 972	213 044 753	104 055 003	121 000 710	171 224 367
Compt.	193 969 198	157 418 731	167 768 185	134 073 590	379 329 032
Actions	69 068 068	87 920 703	62 586 588	57 558 508	85 672 250
Total	361 735 268	458 384 217	334 390 374	312 632 809	646 226 649

INDICES QUOTIDIENS INSEE (base 100, 28 décembre 1979)

Franc.	106	106,1	106,6	107,7	108,6
Etrang.	112	111,8	111,3	112,7	113,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

Tendances	110,3	110,9	111,6	112,7	113,8
Ind. gén.	108,6	107,1	107,7	108,9	109,5

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Hésitation du dollar  
Bonne tenue de la livre

La semaine a été calme sur les marchés des changes, où le DOLLAR, après sa hausse ré- cente, est devenu plus hésitant, pendant même une légère partie des gains acquis précédemment.

Amorçé lundi dans l'après-midi, après une ouverture soutenue, l'effritement de la devise améri- caine s'est poursuivi pendant les deux séances suivantes, son cours revenant ainsi mercredi de 415 à 410,5 francs français à Paris, et de 1,78 à 1,77 deuschemark à Francfort. Le lendemain, cepen- dant, un léger mouvement de reprise se dessinait, qui se pour- suivait à la veille du week-end, sans que pour autant le DOLLAR regagne tout le terrain perdu.

Il faut voir dans l'évolution des taux de l'euro-dollar la cause essentielle des mouvements quel- conques. Les mouvements constatés pendant ces cinq séances sur la devise américaine. Ces taux, qui avaient fortement monté la semaine dernière contribuant ainsi à l'envoie du DOLLAR, ont en effet fléchi à compter de lundi, avant de se redresser lé- gèrement. Les cours du DOLLAR ont fidèlement épousé cette évo- lution.

A l'évidence, les opérateurs se trouvent aujourd'hui dans une

position d'attente, et la faiblesse relative des transactions en témoigne. Il est vrai que les inter- rogations ne manquent pas concernant la situation de l'éco- nomie américaine. L'euphorie qui avait suivi la publication des indicateurs américains est quel- que peu retombée. Rien des obser- vations estimant aujourd'hui que la fin de la récession qui semble se dessiner ne débouchera pas automatiquement sur une forte reprise de l'économie, et que les États-Unis pourraient bien abaisser sa période de stagnation.

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	2,3770	9,7785	3,9161	4,2948	67,9071	4,6111	1996,63
New-York	2,3770	—	24,9071	60,5893	56,0224	3,5137	51,4965	9,1188
Paris	—	2,3315	—	24,9328	60,5198	55,7413	2,4528	9,1184
Zurich	—	9,7785	4,1225	—	249,69	238,95	14,8832	212,06
Frankfurt	—	9,6932	4,1075	—	233,27	231,74	14,8216	212,06
Breuxelles	—	3,9161	185,10	40,4845	—	92,4928	5,8011	64,9279
Amsterdam	—	3,8771	164,15	39,4824	—	91,4894	5,7334	63,9427
Milan	—	4,2948	178,50	43,2893	108,1168	—	6,2719	91,2899
Bruxelles	—	4,1827	179,48	43,1598	109,2082	—	6,2661	91,7412
Genève	—	67,9071	28,4008	6,9635	17,3390	15,9438	—	14,6339
Stockholm	—	66,7508	28,6208	6,9663	17,4413	15,8587	—	14,6487
Copenhague	—	4,6111	194,40	47,1258	117,7468	108,9075	6,8306	—
Oslo	—	4,5932	185,55	47,0254	119,1288	109,9022	6,8302	—
Madrid	—	199,63	841,75	104,1843	599,8425	471,5634	29,5765	432,99
Barcelone	—	199,78	844,90	103,9966	514,1638	470,4370	29,4751	431,69

position d'attente, et la faiblesse relative des transactions en témoigne. Il est vrai que les inter- rogations ne manquent pas concernant la situation de l'éco- nomie américaine. L'euphorie qui avait suivi la publication des indicateurs américains est quel- que peu retombée. Rien des obser- vations estimant aujourd'hui que la fin de la récession qui semble se dessiner ne débouchera pas automatiquement sur une forte reprise de l'économie, et que les États-Unis pourraient bien abaisser sa période de stagnation.

Si le DOLLAR a légèrement flé- chi, la LIVRE STERLING, elle, a fortement monté, lorsque fut connue la décision de la Banque d'Angleterre de ne pas baisser son taux directeur. Cette hausse, qui peut paraître quel- que peu paradoxale, tient au fait que les opérateurs ont immédia- tement déduit de ce phénomène que la Banque d'Angleterre ne pourrait pas baisser son taux

de 10 % à 12,75 %, car cela entraînerait une dévaluation de la livre turque de 2,5 % par rapport au dollar. Sur le marché de l'or, les cours se sont légèrement tendus. A Londres, le prix de l'once de métal précieux, après avoir atteint 632,50 dollars jeudi, s'est finalement inscrit à 630 dollars contre 632 dollars le vendredi précédent.

Muid de Chine pour Rémy Martin

La société Rémy Martin négo- cie avec la Chine populaire un accord de coopération pour la fabrication et la distribution de vin. Les pourparlers en cours ne seront pas conclus avant la fin de l'année.

La société française, spécia- lisée dans le cognac, implantée dans le vignoble bordelais, dis- tribue également du vin dans de nombreux pays. Le projet chi- nois porte sur un vignoble de petite surface de la province de Tien-Tsin, non loin de Pékin. Rémy Martin apporterait à son partenaire chinois son savoir- faire en matière d'élevage de la vigne, de vinification et de dis- tribution. Sur le marché inté- rieur, celle-ci serait l'affaire de quatre ans au Japon. En 1978-1979, le groupe Rémy Martin réalisait un chiffre d'affaires de 779 millions de francs et prévoit d'atteindre le milliard en 1979-1980. Pour ce dernier exercice, le chiffre d'affaires de la société mère a atteint 632 millions, dont 503 millions, soit 95 %, à l'ex- portation.

Le désordre dans le désordre

Le désordre dans le désordre

Le désordre dans le désordre

Le désordre dans le désordre

Le désordre dans le désordre



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. DIPLOMATIE : la réouverture du traité de non-prolifération nucléaire.
2. PROCHE-ORIENT
3. AFRIQUE
- TUNISIE : la fonction de procureur général de la République est supprimée.
- REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : le gouvernement renonce à la création d'un conseil consultatif noir.
3. AMERIQUES
- ETATS-UNIS : New-York fait peu de bruit pour la convention démocrate.

### EUROPE

4. ITALIE : l'attentat de Bologna a accru les tensions entre le gouvernement de centre-gauche et les communistes.

### POLITIQUE

5. LIBRE OPINION : « L'espérance européenne », par Yves Galland.

### SOCIÉTÉ

6. Les enfants de l'île du Levant réclament le départ de la brigade de police. L'inspecteur et les vacanciers.

### MEDECINE

### JUSTICE

### SPORTS

### INFORMATIONS « SERVICES »

7. LA MAISON : acheter les 100.

### CULTURE

8. FESTIVALS : Avignon, Sceaux.
- THEATRE.
- EXPOSITIONS.
- JAZZ.

### ECONOMIE

11. SOCIAL : dans les Cévennes, des mineurs occupent un puits depuis trois mois.
- AFFAIRES.
- INDUSTRIE : les difficultés de la sidérurgie européenne : « Pourquoi ne pas utiliser la « déclaration de crise manifeste », livre opinion par Maurice Halff.
12. TOURISME : Des campeurs dans le désordre (III).
13. LA SEMAINE FINANCIERE.

### RADIO-TELEVISION (10)

- Carnet (10) : Journal officiel (7) ; Programmes spectacles (9) ; Mots croisés (7) ; Météorologie (7).

## TROIS JEUNES GENS SE RECLAMANT DE L'EXTRÊME DROITE, INCULPÉS APRÈS DES ATTENTATS CONTRE DEUX LIBRAIRIES PARISIENNES.

Les trois auteurs de l'attentat contre la librairie Les Mille-Feuilles (2, rue Gambetta) (« le Monde » du 6 août) qui a eu lieu dans la nuit du 6 août ont été inculpés, le 8 août, par un juge d'instruction, M. René Perreyron, de fabrication et détention d'engins incendiaires, de transport d'armes et d'explosion à la loi antiterroriste. Les trois auteurs, deux jeunes hommes, dix-huit ans, de nationalité suisse, et Bruno C., dix-sept ans, ont été écroués. Ces trois jeunes gens étaient également responsables de l'attentat contre une librairie « Les Éclats » (208, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10) dans la nuit du 5 août (« le Monde » du 6 août). Ils ont revendiqué leur appartenance à l'extrême droite sans autre précision. Les trois inculpés ont déclaré s'être trompés de librairie. Les Mille-Feuilles n'étant pas spécialisée dans la diffusion d'ouvrages gauchistes comme ils le supposaient.

Rappelant les attaques contre les locaux de l'association carbonnière MEAP (mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), l'agression récente d'un jeune juif rue des Rois à Paris et les explosions des deux librairies, le groupe communiste du Conseil de Paris déplore que des groupes fascistes et néonazis agissent ainsi en toute impunité et réclame que des mesures nécessaires soient prises pour les mettre hors d'état de nuire. Le MEAP, pour sa part, dénonce également, dans un communiqué, la faiblesse des pouvoirs publics et demande la dissolution des groupes d'extrême droite.

Le numéro du « Monde » daté du 9 août 1980 a été tiré à 497 061 exemplaires.

A B C D E F G

## En Pologne Les autorités réagissent de manière désordonnée aux grèves sporadiques

Le mouvement de grèves sporadiques déclenchées par l'augmentation des prix de la viande au début de juillet se poursuit. Une revendication satisfaisante a été rapidement obtenue. De plus, les grévistes sont parfois traités d'une manière plus favorable que les non-grévistes, alors que, dans d'autres cas, des augmentations sont accordées avant même d'avoir été revendiquées. Tirant la leçon du succès de leurs grèves, les cheminots de Lublin se préparent à faire élire leurs propres candidats aux élections syndicales et non les hommes sélectionnés par la direction des syndicats. Enfin, des écrivains officiels se plaignent de la « censure humiliante » et de la politique culturelle du gouvernement.

Varsovie (A.F.P., A.P., Reuters). — Quelque 900 des 1500 éboueurs de la capitale sont en grève depuis le début de la semaine. Ils ont obtenu dès jeudi une augmentation de salaires de 700 zlotys par mois (98 francs environ), mais réclament à présent une prime spéciale pour travail insalubre et le paiement des jours de grève, précise-t-on dans les milieux du Comité d'autodéfense sociale (K.O.B.).

Une curieuse tendance à favoriser les grévistes a été observée dans un certain nombre d'entreprises. Dans une usine de machines synthétiques de Bierut-Stary (région de Katowice) où 170 ouvriers sur 2 000 avaient fait la grève le 1<sup>er</sup> août, et dans une verrerie de Wroclaw (70 km au sud-ouest de Varsovie) où des débrayages avaient eu lieu le 31 juillet, des augmentations de salaires — de 20 % dans le premier cas, 10 % dans le second — auraient été accordées aux seuls grévistes.

À Varsovie, fin juillet, l'ensemble du personnel des services de transport en commun municipaux avait bénéficié d'une augmentation, mais les grévistes auraient obtenu 150 zloty de plus, et les non-grévistes 110 zloty seulement. En revanche, certains ouvriers de Gdansk et de Gdynia ont reçu des augmentations de salaires inattendues, qu'ils ont découvertes en même temps que leurs collègues de la ville. Parmi eux figurent les ouvriers d'une usine de pièces détachées de radio, dont les représentants syndicaux avaient rejeté une augmentation de 5 % comme insuffisante.

Les cheminots de Lublin, qui avaient paralysé la ville le mois dernier pendant quatre jours, ont commencé à être dérangés par leurs collègues de représentants syndicaux en suivant de nouvelles règles. Traditionnellement, les trois quarts des syndicats étaient désignés par leurs précédents. À présent, les ouvriers de Lublin choisissent eux-mêmes une proportion beaucoup plus importante de leurs représentants. Les élections ne seront pas connues avant quelques jours. Des élections pourraient constituer un précédent majeur dans l'évolution

## Les Palestiniens et la « destruction de l'entité sioniste »

### L'O.L.P. dément l'authenticité d'une résolution de son dernier congrès publiée à Jérusalem

Le gouvernement israélien a publié le 7 août la photo d'un texte qu'il affirme être une résolution secrète adoptée par l'Organisation de libération de la Palestine à Damas au mois de juin.

La résolution réclame la « destruction » d'Israël en tant qu'entité culturelle, économique, démographique, politique et militaire. Elle se prononce pour la création d'un État démocratique palestinien dont Jérusalem serait la capitale. Les citoyens de cet État jouiraient de droits égaux à ceux des citoyens juifs et arabes, et seraient libres de leur religion.

M. Naphthal Lavi, porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères, a présenté ce document des journaux qui déclarent qu'il ne s'agit que d'une théorie selon laquelle l'attitude moderne de M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., est en divorce total avec les buts réels du mouvement palestinien.

M. Lavi a refusé d'indiquer comment le gouvernement israélien était entré en possession de ce document. Nous avons nos méthodes, a-t-il dit.

M. Mahmoud Labadi, porte-parole officiel de l'O.L.P., a rejeté vendredi matin « les allégations du ministère israélien des affaires étrangères ».

### REPORT DE LA DATE LIMITE DE PAIEMENT DE CERTAINS IMPOTS

La date limite de paiement de certains impôts directs (revenus, bénéfices) prévue était le 15 août a été reportée au mardi 19 août, le 15 étant un jour férié.

Les impôts concernés sont l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle et les autres impôts locaux. Les contribuables peuvent s'acquitter de leur impôt jusqu'au mardi 19 août 1980 à minuit sans encourir la majoration de 10 % pour paiement tardif, précise le ministère du budget.

## En Ulster TROIS MORTS A BELFAST

Belfast (A.F.P.). — Deux adolescents et un soldat britannique ont été tués, douze personnes blessées et quatre-vingt emprisonnées, le samedi 8 août, à Belfast, lors d'incidents qui ont marqué la célébration par la jeunesse catholique du cinquantième anniversaire de la promulgation du décret sur l'internement sans procès.

Les deux adolescents ont été tués au cours d'une fusillade dans un quartier catholique et un troisième a été grièvement blessé. Une jeune fille de quatorze ans a été grièvement blessée par balles dans des circonstances encore non éclaircies. En outre, un soldat des forces britanniques a été tué accidentellement en voulant éteindre un incendie.

### Au Cambodge

#### LA SITUATION ALIMENTAIRE S'AMÉLIORE

assure un responsable de l'UNICEF

La situation alimentaire au Cambodge s'est améliorée et la question de l'acheminement des secours est en cours de règlement, a déclaré, le vendredi 8 août à Genève le Dr Charles Egger, directeur adjoint de l'Unicef, qui rentre d'un voyage au Cambodge au Vietnam et en Thaïlande. Assurant que « l'on commençait à voir le bout du tunnel », il a précisé que les enfants souffrant de malnutrition chronique étaient passés de 10 à 5 %, et que ceux-ci étaient distribués non plus aux fonctionnaires — mais aux populations rurales.

M. James Grant, directeur exécutif de l'Unicef, qui se trouvait au Cambodge au même moment que le Dr Egger, a pour sa part déclaré le 8 août qu'il craignait que « l'insécurité alimentaire ne redevienne un problème ». À son avis, « la situation restera précaire jusqu'à la prochaine récolte, en novembre-décembre ». « L'année dernière, a-t-il indiqué au correspondant de l'A.P. à Hanoi, le Cambodge a connu une famine de masse. Le pire a été évité, mais il s'en faut de peu pour que cette situation se reproduise ».

À propos de l'aide acheminée par la France, M. Grant a affirmé que l'Unicef et le CICR « pourraient l'assistance humanitaire destinée aux enfants », mais qu'il était difficile d'avoir la certitude que les approvisionnements parviennent effectivement à ces derniers.

## AU LIBAN

### La hantise des voitures piégées

De notre correspondant

Beyrouth. — Les voitures piégées, à Beyrouth, sont en train de saper l'ordre phalangiste. Insaturées depuis un mois à la suite de l'explosion du 7 juillet, par les milices de M. Bachir Gemayel, de l'armée militaire du P.N.L. de M. Chamoun.

La découverte, vendredi, d'une Peugeot bourrée de 70 kilos de T.N.T. à 100 mètres du lieu où s'était produite, la veille, l'explosion d'un véhicule qui avait fait un mort et trente blessés, a créé une véritable panique rétrospective. La voiture était, en effet, demeurée garée au bord d'un trottoir durant près de vingt-quatre heures. Elle s'y trouvait déjà lors de l'explosion et aurait dû vraisemblablement sauter elle-même peu après la première, au plus fort de la concentration des miliciens et des badauds.

Les voitures piégées — trois en un semaine, dont deux ont explosé dans un périmètre de 500 mètres au cours du quartier chrétien — créent un sentiment d'insécurité diamétralement opposé à l'objectif recherché et promis par le parti phalangiste au lendemain de son opération contre le P.N.L. Chaque habitant de Beyrouth a l'impression de frôler la mort à tout instant. Des rues de plus en plus nombreuses sont jalonnées de pierres et au-

### Attentat à l'explosif contre la villa d'un ingénieur de l'équipement à Corbeil

Une charge explosive a été lancée, dans la nuit du 8 au 9 août, contre la porte de la villa de M. Gabriel Legrand, quarante ans, ingénieur d'arrondissement des services de l'équipement à Corbeil (Seine-et-Marne). L'explosion de l'engin n'a causé que des dégâts légers. Le 23 avril 1979, une tentative d'attentat, revendiquée par le F.L.N.C., avait été perpétrée contre la voiture de M. Legrand.

Quatre-vingt-trois réfugiés cubains, qui vivaient depuis le 2 mai dans le bâtiment affecté à la section des intérêts américains à l'ambassade de Suisse (les États-Unis n'ont pas d'ambassade à Cuba) se sont rendus le jeudi 7 août aux autorités. Ils ont été emmenés dans des autocars appartenant au gouvernement cubain. Les autorités de La Havane avaient fait valoir à plusieurs reprises que le statut de la section des intérêts américains ne lui permettait pas d'accueillir les réfugiés.

## En Grande-Bretagne Le budget de la défense civile vu augmenter de 60 % en trois ans

De notre correspondant

Londres. — M. William Whitelaw, ministre de l'intérieur, a annoncé, le jeudi 7 août, à la Chambre des Communes, que la Grande-Bretagne augmenterait de 60 % ses dépenses en matière de défense civile, au cours des trois prochaines années ; de 27 millions de livres (200 millions de francs) actuellement, le budget de la protection civile passera à 45 millions de livres (430 millions de francs) en 1983-1984. Cherté bien ordonnée commençant par soi-même, les autorités ont décidé de consacrer la majeure partie de ces fonds à la modernisation des abris souterrains, d'où elles continueraient à diriger le pays en cas d'attaque. Elles ont renoncé, en revanche, à financer le programme de construction d'abris publics qu'avait proposé une commission de députés conservateurs, inquiets de l'avance de l'U.R.S.S. en ce domaine.

Une telle entreprise, évaluée à 62 milliards de livres (environ 500 milliards de francs), a été jugée trop coûteuse. Cependant, a précisé M. Whitelaw, la population civile ne sera pas laissée sans aucun recours

## La mort du général Yahya Khan ancien chef de l'État pakistanais

Le général Yahya Khan, qui fut chef de l'État pakistanais de 1969 à 1971, est mort dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 août à Rawalpindi, des suites d'une longue maladie, a annoncé samedi l'agence pakistanaise de presse. Il était âgé de soixante-trois ans.

### L'artisan du désastre

Au pouvoir pendant moins de trois ans, le général Yahya Khan, militaire bourru et borné, aura mené son pays à la catastrophe, ayant par sa brutalité que par son absence totale de sens politique. C'est en effet au cours des derniers mois de son régime que la puissance pakistanaise s'est effondrée et que le pays a éclaté avec la sécession de son aile orientale, devenue le Bangladesh.

Cet officier pathétique, né à Peshawar en 1917, fait sa carrière dans l'armée des Indes avant de gravir rapidement les échelons dans la nouvelle armée pakistanaise, dont il devient, en 1967, chef d'état-major. Commandant en chef au Pakistan oriental, puis commandant de l'armée de terre, il est aussi chargé de missions diplomatiques, en particulier à Moscou et à Pékin. C'est tout naturellement à lui

## La perspective de voir le pays dirigé par un Bengali inquiète à la fois les militaires et les hommes politiques de l'Ouest, dont M. Bhutto. Proclamant son désir de dénouer la crise, le général Yahya Khan se rend à Dacca pour négocier avec Mujib le 15 mars. Un accord est conclu le 23. Deux jours plus tard, l'armée déclenche une répression sanglante et se lance dans l'élimination systématique de l'élite bengalaise. Mujib est arrêté et transféré dans l'autre aile du pays. On se souvient des témoignages atroces diffusés à l'époque sur les massacres perpétrés par une armée en folie dans les rues de Dacca. Ces crimes vont sceller l'irréparable et pousser à la lutte pour l'indépendance — avec l'appui total de New-Delhi, — les dirigeants du Bengale ; en même temps, plus de cinq millions de réfugiés fuient vers l'Inde dans des conditions indescriptibles.

### « Un ivrogne irresponsable »

Le général Yahya Khan avait refusé d'écouter ses conseillers qui lui prédisaient la victoire de la Ligue Awami. Il va se montrer tout aussi incapable de préparer la guerre, désormais inévitable, avec l'Inde ; quand celle-ci lance son offensive à la fin novembre 1971, l'armée pakistanaise cède du terrain non seulement au Bengale, mais même sur le front occidental. Après avoir affirmé qu'il poursuivrait la lutte, qu'il ne négocierait jamais avec les « rebelles », il est contraint, le 17 décembre, à un cessez-le-tout sans gloire et à l'abandon de la moitié du pays.

Ses pairs le critiquent sévèrement et offrent le pouvoir à Zulfikar Ali Bhutto. Un coup d'État feutré a lieu le 20 décembre, alors que la foule scande dans la rue « Vive Bhutto ! ». « Pardieu Yahya ! » Dépassé par les événements, le général conserve au moins en plus de son temps à la maison et à ses nombreuses amies, auxquelles il avait permis de faire fortune par l'attribution de licences commerciales. Méprisant, M. Bhutto le traite publiquement d'« ivrogne irresponsable », d'« Iran le terrible » et le fait mettre en résidence surveillée.

PATRICE DE BIER.